

Université Libre de Bruxelles  
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire  
Faculté des Sciences  
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

**« Cultiver la terre et les discriminations genrées. La place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets agroécologiques en Région de Bruxelles-Capitale. »**

Mémoire de Fin d'Etudes présenté par  
TUERLINCKX, Eloïse  
en vue de l'obtention du grade académique de  
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement  
Finalité Gestion de l'Environnement M-ENVIG  
Année Académique : 2021-2022

Directrices : Prof. Maria Mancilla Garcia et Dr. Fanny Lajarthe

# Quelle est la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale ?

## Abstract :

Pour la FAO (l'organe des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) l'agroécologie, en tant que pratique agricole portant une attention particulière aux aspects économiques et sociaux qui l'entourent, pourrait permettre de supprimer les inégalités de genre. Dans ce travail, nous avons donc voulu savoir comment, en pratique, les questions de genre étaient traitées ou non au sein de projets agroécologiques. Nous nous sommes donc posées la question de savoir « Quelle est la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale ? ».

Pour répondre à cette question, nous utilisons différentes théories du genre : 1- les *feminist food studies*, qui traitent des inégalités de genre autour de l'alimentation ; 2 - l'écoféminisme, qui lie les luttes environnementales aux luttes féministes, de par leur oppression communes par les hommes ; 3 - le féminisme matérialiste, qui étudie le travail et comment le sexisme se manifeste et se perpétue par celui-ci.

Nous réalisons un travail de terrain basé sur des entretiens déambulés avec six maraichères et les traitons ensuite grâce à la méthode du codage.

Notre analyse thématique nous permet de mettre en avant la manière dont se manifeste le sexisme sur les lieux agroécologiques visités : par la non-reconnaissance du travail des femmes, par certaines interactions avec des collègues ou des bénévoles,... Et comment ces lieux répondent à ce sexisme : par la mise en place de certains mécanismes, par un militantisme sur le champ, *etc.*

Si les lieux agroécologiques peuvent être porteurs de changement, trop peu de mécanismes sont mis en place pour lutter formellement contre le sexisme. Les projets agroécologiques ne sont pas par nature non-sexistes et sans attention particulière portée aux phénomènes sexistes qui y prennent place, ceux-ci ne pourront pas disparaître de ces lieux.

# Remerciements

Je tiens à remercier les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont aidée à la réalisation de ce mémoire.

Je souhaite adresser des remerciements tout particuliers à mes deux promotrices : à Maria Mancilla Garcia pour m'avoir aiguillée au début de mon projet, et à Fanny Lajarthe pour avoir magnifiquement repris ce rôle au pied levé. Leurs nombreux conseils m'ont été d'une aide très précieuse.

Ce travail est le fruit de riches rencontres avec des maraichères bruxelloises. Je tiens donc à remercier chacune d'entre elles pour le temps qu'elles m'ont accordé, malgré leur agenda bien chargé.

Enfin, merci à ma maman pour ses relectures attentives.

# Quelle est la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale ?

<b>1. Introduction</b>	<b>1</b>
1.1. Genre et agroécologie, un cercle vertueux ?	1
<b>2. Cadre théorique</b>	<b>6</b>
2.1. Le genre	6
2.2. Genre et alimentation : les feminist food studies	8
2.3. Genre et environnement : l'écoféminisme	10
2.4. Genre et travail : le féminisme matérialiste	13
2.4.1. <i>Rapports sociaux de genre</i>	13
2.4.2. <i>Le travail : le problème et la solution</i>	14
2.4.3. <i>Sexisme dans les organisations</i>	17
2.5. Première conclusion	17
<b>3. Méthodologie et présentation du terrain</b>	<b>19</b>
3.1. Méthode de récolte des données	19
3.1.1. <i>Sélection des lieux d'enquête</i>	19
3.1.2. <i>Des entretiens semi-directifs déambulés</i>	22
3.1.3. <i>Profil des enquêtées</i>	24
3.2. Méthode d'analyse des données	26
<b>4. Analyse : « Quelle est la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale ? ».</b>	<b>27</b>
4.1. Comment se manifeste le sexisme au sein des projets agroécologiques ?	27
4.1.1. <i>Une reconnaissance à géométrie variable</i>	27
4.2.2. <i>Visibilité et division genrée</i>	31
4.1.3. <i>Savoirs et apprentissages</i>	32
4.1.4. <i>Le patron est une patronne</i>	35
4.1.5. <i>Thérapie champêtre</i>	35
4.1.6. <i>Décisions : des voix entendues et écoutées ?</i>	36
4.1.7. <i>Vie privée, vie professionnelle : choisir c'est renoncer</i>	37
4.1.8. <i>Un modèle économiquement accessible ?</i>	38
4.2. La lutte contre le sexisme dans les champs	40
4.2.1. <i>Des mécanismes anti-sexisme ?</i>	40
4.2.2. <i>Rencontre en mixité</i>	41
4.2.3. <i>Militantisme et féminisme sur le champ</i>	42
4.3. Le choix de l'agroécologie : un vecteur de changement	43
<b>5. Agroécologie et relations de genre, en pratique</b>	<b>46</b>
<b>6. Conclusion</b>	<b>50</b>
<b>7. Bibliographie</b>	<b>52</b>
<b>8. Annexe</b>	<b>55</b>

# 1. Introduction

Dans le cadre d'un projet personnel il y a quelques années, nous avons été amenées à rédiger une note sur la condition des agriculteur·trices en Belgique. Ce thème nous est revenu en tête au moment de choisir un sujet pour notre travail de fin d'étude. Nous nous sommes alors penchées sur la condition des femmes dans les métiers agricoles. De nombreux articles s'intéressent à leur situation et soulignent l'invisibilisation de leur travail, le statut problématique de « conjointe aidante », le sexisme ordinaire dans le milieu, *etc.*<sup>1</sup>

Ces articles traitent principalement de l'agriculture familiale. Nous nous sommes donc posées la question de ce qu'il en était dans d'autres modèles agricoles, comme l'agroécologie. L'agroécologie, terme issu de la contraction des mots « agriculture » et « écologie », est souvent présentée comme un ensemble de pratiques agricoles durables qui doivent permettre de nourrir une population en constante augmentation. À notre grande surprise, en cherchant des informations sur la condition des femmes dans des modèles agroécologiques, nous avons trouvé une série d'articles établissant un lien entre l'amélioration des conditions de vie des femmes et l'agroécologie. À titre d'exemple, la *Food and Agriculture Organization* (ci-après, « FAO »), l'organe des Nations Unies en charge de l'alimentation et de l'agriculture, va jusqu'à affirmer que l'agroécologie vise à supprimer les inégalités homme/femme (*Plateforme des connaissances sur l'agroécologie*, s.d.).

Quel est donc le lien entre agroécologie et inégalités de genre ?

## 1.1. Genre et agroécologie, un cercle vertueux ?

La FAO (*Plateforme des connaissances sur l'agroécologie*, s.d.) définit l'agroécologie comme une « approche holistique et intégrée qui applique simultanément des concepts et des principes écologiques et sociaux à la conception et à la gestion de systèmes agricoles et alimentaires durables ». En effet, l'agroécologie se distingue d'autres approches d'agriculture durable, comme la *climate-smart agriculture*, par la place importante qu'elle accorde à la dimension sociale (Migliorini & al., 2020, p.167). Les aspects politiques, économiques et d'organisations sociales -

---

<sup>1</sup> Citons par exemple le texte d'Anne Rieu (2004) « Agriculture et rapports sociaux de sexe La 'révolution silencieuse' des femmes en agriculture » ou celui de Clémentine Comer (2018) « L'égalité professionnelle en agriculture. Un féminisme modéré au service du patronat familial ».

dont la question du genre - qui entourent les pratiques agricoles sont donc parties intégrantes du projet agroécologique (Prévost & *al.*, 2014, p.280).

À travers le monde, les femmes sont majoritairement en charge de tout ce qui concerne l'alimentation, de la récolte à la préparation des repas. Des études ont montré que leur marginalisation peut constituer une barrière importante à une transition agroécologique, tandis qu'une diminution des inégalités de genre peut mener à une alimentation plus diversifiée, saine et responsable (Anderson et *al.*, 2019, p.13).

C'est pourquoi, pour Anderson et *al.* (2019), l'égalité des genres et l'agroécologie composent ensemble un cercle vertueux, où l'agroécologie permet l'amélioration des relations, qui à son tour permet plus de pratiques agroécologiques, *etc.* La pratique de l'agroécologie - qui promeut une agriculture durable et sociale, basée sur la diversité des savoirs, la co-création, la résilience, la synergie,... - représente donc une opportunité de modifier les rapports de genre.

Concrètement, le rapport du CSM<sup>2</sup> « *Without feminism, there is no agroecology* » (Graciele Seibert & *al.*, 2019, pp.44-45), repris par la FAO, liste six niveaux d'action de l'agroécologie sur la condition des femmes :

- L'agroécologie remet en cause la structure patriarcale au sein du noyau familial en offrant aux femmes un travail varié nécessitant différentes formes de savoirs.
- En étant basé sur des échanges de connaissances entre agriculteur·trices, l'agroécologie nécessite des espaces qui les permettent, notamment des espaces de non-mixité, et qui dans la lignée permettent de créer une cohésion sociale entre les femmes, une identité collective par laquelle elles pourront revendiquer leur droit à l'égalité.
- Le modèle économique de l'agroécologie est davantage accessible aux femmes, représentant moins de risques financiers et étant peu coûteux.
- Alors que les femmes sont les plus impactées par les problèmes de santé liés à l'usage de pesticides et autres intrants chimiques, l'agroécologie en bannissant ces produits leur offre de meilleures conditions sanitaires.
- Le savoir ancestral des femmes est mis en avant par l'agroécologie et les femmes sont valorisées comme détentrices de ce savoir.

---

<sup>2</sup> Le *Civil Society and Indigenous Peoples' Mechanism* (CSM) est un organe chargé de représenter la société civile auprès du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

- Enfin, l'agroécologie vise à rendre le travail des femmes plus visible et partagé plus équitablement. Pour cela, les femmes doivent être incluses dans le projet agroécologique dès la conception de celui-ci.

Gardons à l'esprit que ces auteur·es insistent pour dire que l'agroécologie en elle-même ne va pas changer les relations de genre et détruire le patriarcat<sup>3</sup>. Pour qu'un changement ait lieu, des mécanismes doivent être mis en place, de la conception du projet à son fonctionnement quotidien (Anderson & *al.*, 2019, p.14).

Citons ici les points clés repris dans la littérature pour que l'agroécologie permettent des rapports sociaux de genre plus égalitaires :

- L'agroécologie doit permettre aux femmes de s'autodéterminer. Cela passe notamment par l'accès à l'éducation, aux ressources, et aux espaces de décisions (Anderson & *al.*, 2019, p.14). Ana Paula Lopes et Emilia Jomalinis (2011, p.14), deux chercheuses membres de l'ONG *ActionAid Brazil*, rappellent à ce sujet que le pouvoir n'est jamais acquis, que l'*empowerment* est un processus permanent. Les mécanismes mis en place doivent donc permettre de réaffirmer constamment l'importance des femmes.

- Leur voix doit pouvoir être entendue et compter autant qu'une autre, et ce à tous les niveaux de participation (Migliorini, & *al.*, 2020, p.168). Les femmes doivent être considérées comme des agents participant activement à la vie de la communauté (Lopes & Jomalinis, 2011, p.14). Ce projet doit reposer sur plusieurs acteur·trices, être participatif et des processus délibératifs doivent être mis en place. Cela signifie dans un premier temps de créer de telles structures ou de les rendre accessibles aux femmes, mais aussi de s'assurer qu'elles pourront y participer, en sachant que les enfants et les tâches domestiques restent principalement à leur charge (Di Masso & *al.*, 2022, p. 125). Les auteur·es insistent également sur le fait que la présence de femmes à des positions de décision n'est pas un élément suffisant pour garantir l'égalité homme/femme. C'est la politique menée qui doit être en elle-même féministe. En effet, pour les auteur·es, lors de l'évaluation de l'égalité d'un processus, il ne s'agit pas juste de compter le nombre de femmes présentes dans un organe décisionnel mais également de comptabiliser les temps de parole et en quoi celles-ci ont, ou non, influencé le résultat final (Di Masso & *al.*, 2022, p.113).

---

<sup>3</sup> Le patriarcat peut se définir comme un système de domination dans lequel un genre (les hommes cisgenres) domine tous les autres.

- Alors qu'il a été invisibilisé durant des siècles et le reste encore souvent à ce jour, le travail des femmes doit être reconnu et valorisé (Anderson & al., 2019). L'association « *ActionAid Brazil Women's Rights* » (Lopes & Jomalinis, 2011, p.9) ajoute sur ce point qu'il est important que ce travail soit reconnu par les autres, mais aussi par les femmes elles-mêmes. C'est toute la vision des femmes d'elles-mêmes qui doit être amenée à changer grâce à l'agroécologie : cela doit leur permettre de reconnaître leur travail et leurs qualités, les possibilités qui s'offrent à elles, et leur droit à compter autant qu'un autre.

- Le fait que les rôles soient genrés doit être pris en compte et déconstruit (Anderson & al., 2019, p. 14). En effet, pour que le processus ne perpétue pas les relations patriarcales impliquant hiérarchie et privilèges aux hommes, celles-ci doivent être discutées et prises en compte lors de la conception du projet (Lopes & Jomalinis, 2011, p.9).

Les relations doivent être pensées de manière plus horizontale, que ce soit entre la nature et les humains, entre hommes et femmes, et tous ceux qui ne se reconnaissent dans aucune de ces catégories (Migliorini, & al., 2020, p.168).

La dimension du genre doit être traitée comme un élément composant le projet agroécologique (Migliorini, & al., 2020, p.168). Graciele Seibert & al. (2019, p.46) invitent également à incorporer l'étude de la dimension genrée aux autres formes d'oppression telles que celles liées à la race ou à la classe.

- Enfin, « il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme » (Prévost & al., 2014). Toujours selon Graciele Seibert & al. (2019, p.46, traduit), l'agroécologie et le féminisme sont particulièrement bien combinables : « Le féminisme dans les luttes pour la sécurité alimentaire trouve sa meilleure représentation dans l'agroécologie et dans le paradigme de la souveraineté alimentaire, appliquant des pratiques de solidarité par des actions collectives qui *challengent* les rôles genrés, de même que les paradigmes d'inégalité, d'oppression et d'exploitation. ». Comme nous le disions ci-dessus, le projet doit être en lui-même féministe, dans le sens où la simple présence des femmes ne permettra pas d'atteindre l'égalité homme/femme. Le rapport (Graciele Seibert & al., 2019, p.47) attire d'ailleurs l'attention sur le fait que sans féminisme, le risque est de simplement ajouter une charge de travail de plus aux femmes sans déconstruire les relations genrées.

Ce point est particulièrement important car si l'agroécologie et des rapports sociaux plus égalitaires peuvent représenter un cercle vertueux, le contraire est également valable : les inégalités peuvent bloquer la mise en place de pratiques agroécologiques. Dans le Sahel par exemple, des auteur·es ont

remarqué une corrélation importante entre l'utilisation abondante d'intrants chimiques et une forte inégalité hommes/femmes. C'est pour cette raison que féminisme et agroécologie doivent aller de pair (Anderson & al., 2019, pp.14-15).

En prenant ces éléments en considération, nous nous sommes alors demandées comment ceux-ci se traduisent concrètement dans les projets d'agroécologie à Bruxelles. L'agroécologie est-elle effectivement utilisée comme levier contre les inégalités de genre, de quelle(s) manière(s), et avec quel(s) résultat(s) ?

Au cours de ce travail, nous tentons donc de répondre à la question suivante : « **Quelle est la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale ?** ». Le sexisme désigne « tout système social qui institue de fait, matériellement ou symboliquement, une hiérarchie naturelle et sociale [des genres], avec des effets discriminants sur les femmes » (Pruvost, citée dans Lebugle Mojdehi, 2018, p.174).

Pour répondre à cette question, nous suivons le plan suivant :

Dans la première partie (Chapitre 2), nous présentons notre cadre théorique basé sur trois courants théoriques liés aux études de genre : les *feminist food studies* (Section 2.2), l'écoféminisme (2.3) et le féminisme matérialiste (2.4).

La deuxième partie (Chapitre 3) est consacrée à l'explicitation de notre méthodologie. Nous y expliquons notre méthode de récolte de données (Section 3.1), basée sur des entretiens semi-directifs, et notre méthode d'analyse (3.2).

Dans la troisième partie (Chapitre 4), nous présentons les résultats de notre analyse (Sections 4.1. et 4.2.) et les discutons (Chapitre 5). Enfin, nous concluons (Chapitre 6).

## 2. Cadre théorique

Dans ce chapitre, nous développons les courants théoriques que nous pensons utiles à notre analyse. Nous nous intéressons plus précisément à trois courants faisant partie des études de genre (Section 2.1.), à savoir les *feminist food studies* (2.2.), l'écoféminisme (2.3.) et le féminisme matérialiste (2.4.). Chacun de ces trois courants nous apporte des clés de compréhension et d'analyse à notre problématique. Le premier étudie les rapports de genre dans le cadre de l'alimentation, le second de l'environnement, et le troisième du travail. Chacun de ces aspects est relié à l'agroécologie, puisque c'est un mode de production alimentaire, qui se veut respectueux de l'environnement, et qui constitue la principale activité économique des femmes auxquelles nous nous intéressons. Il convient en premier lieu d'étudier le concept de genre, qui doit nous permettre de comprendre les bases théoriques de ce travail.

### 2.1. Le genre

Définir le genre n'est pas un exercice aisé et il reste aujourd'hui dans la littérature de nombreux désaccords à ce sujet.

Nous démarrons ici de la définition de Vuille et *al.* (2009, p.9) :

- « 1- Le genre ne découle pas de la biologie, son existence est le fruit d'une opération intrinsèquement sociale ;
- 2- Le genre produit des différences entre deux catégories sociales, sexuées, celle des 'femmes' et celle des 'hommes' ;
- 3- Ces catégories sociales sont constituées dans un rapport hiérarchique ;
- 4- Une fois produites, les différences entre femmes et hommes (différences sociales matérielles) et entre féminin et masculin (différences culturelles) sont mobilisées pour faire valoir la 'naturalité' des catégories sociales ainsi constituées. ».

Cette définition nous semble être complète et prendre en compte les principaux éléments mis en avant dans les études de genre. Cependant, nous y identifions deux défauts principaux. Premièrement, elle propose une conception très binaire du genre, alors que nous appréhendons celui-ci comme un spectre qui se décline en de multiples identités sociales.

Deuxièmement, nous préférons l'utilisation du terme « genre » à celui de « sexe ». Les débats restent vifs au sein des études de genre quant à l'utilisation de ces mots et à leur imbrication. De notre point de vue, le mot « genre » nous semble refléter davantage l'aspect socialement construit des inégalités et discriminations.

Notre version modifiée de cette définition est donc la suivante :

« 1- Le genre ne découle pas de la biologie, son existence est le fruit d'une opération intrinsèquement sociale ;

2- Le genre produit des différences entre de  *multiples catégories sociales, dont celle des 'femmes' (cisgenres, transgenres, etc.) des 'hommes' (cisgenres, agenres etc.), des personnes non-binaires, queer, etc. ;*

3- Ces catégories sociales sont constituées dans un rapport hiérarchique  *à l'avantage des hommes cisgenres ;*

4-  *Concernant les différences entre femmes et hommes (différences sociales matérielles) et entre féminin et masculin (différences culturelles) elles sont mobilisées pour faire valoir la 'naturalité' des catégories sociales ainsi constituées ».*

Avant d'entrer pleinement dans l'étude de nos trois courants théoriques, quelques remarques à propos du vocabulaire de notre travail s'imposent.

Une première remarque concerne la conception binaire du genre. La majorité des sources que nous utilisons, tout comme la définition que nous venons de citer, ne considère que deux catégories de genre : les hommes et les femmes. Dans la continuité de ces sources, ces catégories sont majoritairement utilisées tout au long de ce travail. Nous soulignons cependant que ce ne sont pas les seules existantes.

Ensuite, l'utilisation de ces catégories peut laisser penser à une prétendue unité, où « les femmes » seraient donc un seul groupe vivant les mêmes réalités. Pour Linda Nicholson (citée dans Vuille & al., 2009, p.8), parler au nom des « femmes » et prétendre défendre leurs intérêts « apparaît non seulement illusoire, mais potentiellement oppressif des intérêts de féministes se réclamant d'une autre conception des 'femmes' ». Le groupe « femme » est donc à comprendre selon l'auteure comme une coalition de différents intérêts toujours provisoires et normatifs plutôt que descriptifs.

Les études de genre se divisent en plusieurs courants mettant en avant différents aspects des relations entre les catégories de genre. Le premier courant théorique auquel nous nous intéressons ici est celui des *feminist food studies*. Ce courant étudie les inégalités des rapports de genre qui se jouent autour de l'alimentation et comment celle-ci impacte les identités de genre (Brady, 2018, p. 3). Ce courant nous semble donc directement en lien avec notre question de recherche, puisque nous étudions comment un mode de production alimentaire, l'agroécologie, peut impacter les relations de genre et lutter contre le sexisme dans celles-ci.

## **2.2. Genre et alimentation : les *feminist food studies***

Assez récemment, un courant de recherche du féminisme a émergé sous l'appellation de « *feminist food studies* ». Ce courant souligne que l'alimentation, dans chacune de ses étapes de la production à la consommation, participe à créer les catégories de genre. Ainsi par exemple, dans une famille hétéronormée, la préparation du repas par la femme fait partie de ce qui rend le genre féminin reconnaissable (Brady, 2018, p.3). Des rapports de domination se jouent constamment et dans tous les aspects de la vie. Pour les *feminist food studies*, l'alimentation ne fait pas exception à cela et mérite d'être étudiée pour mettre en avant ces rapports. La consommation de viande, le rapport à l'alcool, à son poids, *etc.* doivent dès lors être considérés comme des signes de ces dominations (Fournier & *al.*, 2015).

Patricia Allen et Carolyn Sachs (Allen & Sachs, 2007) identifient trois objets principaux à ce champ de recherche : 1-un objet matériel, qui étudie le travail des femmes lié à l'alimentation sur le marché du travail. C'est dans ce premier objet que notre recherche s'inscrit ; 2- un objet socio-culturel, analysant le travail domestique lié à l'alimentation ; 3- un objet corporel, de la relation des femmes à la nourriture. Les auteures tirent deux observations principales de ce champ d'étude.

Tout d'abord, bien que les femmes soient en majorité responsables des tâches - rémunérées ou domestiques - liées à l'alimentation, celles-ci sont le plus souvent exclues de toute décision en lien à la nourriture, que ce soit à propos de politiques agricoles, de décisions dans des industries agro-alimentaires ou du type d'alimentation proposé à la maison. Cela s'explique dans la sphère publique par le fait qu'elles sont souvent dans le bas de la hiérarchie, et dans le privé parce qu'elles font passer les préférences et besoins de leur famille avant les leurs.

Ensuite, alors que les femmes s'occupent de nourrir correctement les personnes qui les entourent, - en décidant des repas, en faisant les courses, en les préparant, *etc.* - elles restent souvent les moins

bien nourries, autant en termes de quantité que de qualité nutritionnelle. Les auteures expliquent cela par deux raisons. Premièrement, les femmes font passer les besoins des autres en priorité et tendent à négliger les leurs. Deuxièmement, de nombreuses femmes souffrent de relations problématiques à la nourriture et sont constamment dans un contrôle de leur poids et de leur apparence. Ces phénomènes sont causés par les injonctions au corps idéal qui se trouvent partout dans les publicités ou magazines notamment, et qui mènent régulièrement à des troubles alimentaires plus ou moins graves.

Ainsi, les deux auteures considèrent que les systèmes alimentaires sont une source de la condition d'infériorité des femmes. Mais si la responsabilité des femmes vis-à-vis de l'alimentation est selon les auteures une des causes de leur exploitation, c'est également un de leurs leviers d'action. L'alimentation doit alors être vue comme « un lieu de reconfiguration (et de lecture) privilégié des rapports sociaux de sexe » (Fournier & al., 2015, p.43), dans lequel se jouent sans cesse des résistances, des reconfigurations des catégories genrées, etc.

Il est primordial qu'une place importante soit laissée au genre dans ces projets et ce dès la réflexion sur la mise en place de nouveaux systèmes alimentaires, comme des projets agroécologiques par exemple. Marina Di Masso et al. (2022, pp.109-111) étudient la place des femmes dans les politiques d'agriculture urbaine en prenant le cas de l'Espagne. Selon ces auteur-es, l'amélioration des rapports de genre passe par une meilleure intégration des groupes socialement défavorisés - dont les femmes font partie - dans ces politiques agricoles.

Les *feminist food studies* nous apprennent donc que de nombreuses inégalités se jouent dans la sphère liée à l'alimentation mais que les nouveaux systèmes de production alimentaire représentent une occasion d'aborder la question du genre et d'améliorer les rapports de genre.

Notre démarche nous semble s'inscrire dans ce courant théorique. Cependant, celui-ci ne nous donne pas les clés d'analyse nécessaires à notre étude de cas.

Nous nous penchons alors sur un second courant, celui de l'écoféminisme. Ce courant doit nous permettre de mettre en lumière la condition des femmes dans leur rapport à l'environnement ainsi que le lien entre sexisme et destruction de l'environnement.

### 2.3. Genre et environnement : l'écoféminisme

L'écoféminisme renvoie à la fois à un courant théorique féministe, à un mouvement social et à des pratiques. Sa principale caractéristique réside dans l'indissociabilité des luttes féministes et environnementales. Pour Françoise D'Eaubonne (citée dans Gandon, 2009, p.9), considérée comme la mère de l'écoféminisme, les causes de la destruction de l'environnement sont directement à rechercher dans l'asymétrie des rapports sociaux de genre. Les valeurs masculines de destruction sont davantage valorisées que celles de vie attribuées aux femmes. La supériorité des hommes sur les femmes dans ces rapports sociaux est à l'origine des deux facteurs qu'elle identifie comme à la base du désastre écologique, à savoir la surpopulation et l'agriculture intensive.

Une autre caractéristique essentielle de l'écoféminisme est le refus d'opérer une séparation radicale entre nature et culture, où la nature ne représenterait que ce qui est non-humain. C'est en effet la conception qui prédomine depuis la révolution scientifique datant de la période des Lumières. Selon Carolyn Merchant (citée dans Pruvost, 2019, p.37), à cette période, la philosophie rationnelle a transformé la conception de la nature, pensée jusqu'alors comme vivante et nourricière, en une matière inerte et donc exploitable à souhait.

Toujours en refusant cette séparation et dans le prolongement des idées développées dans l'épistémologie du point de vue<sup>4</sup>, les écoféministes souhaitent également permettre à la nature de s'exprimer et de compter dans les décisions au moins autant que les humains (Lépinard & Lieber, 2020, p.37).

L'écoféminisme est composé d'une pluralité de courants. Celui qui nous intéresse particulièrement ici est le courant théorique de l'écoféminisme matérialiste. Ce dernier met en parallèle l'exploitation de la femme par l'homme avec l'exploitation de la nature par les humains. Ariel Salleh (citée dans Gandon, 2009, p.14) explique ce parallèle : les femmes, tout comme la nature, sont considérées comme des « externalités économiques » et leur travail s'en trouve invisibilisé. Les hommes s'accaparent la force de travail des femmes au même titre qu'ils se servent de manière totalement libre des ressources naturelles de la Terre, sans en considérer le coût écologique. « Les femmes et la nature sont donc absolument nécessaires au bon fonctionnement de l'activité économique, mais sans être reconnues comme des actrices économiques à part entière » (Gandon, 2009, p.14). Ainsi,

---

<sup>4</sup> L'épistémologie du point de vue considère que tout savoir est situé, que le chercheur·euse est ancré·e dans la société et que l'objectivité telle qu'elle est habituellement conçue est dès lors un leurre.

alors qu'elles comptent pour deux tiers de la force de travail mondiale, les femmes ne représentent que 1% des propriétaires mondiaux et ne perçoivent que 5% de la totalité des salaires (Gandon, 2009, p.14).

À la base de ces dominations se trouvent le patriarcat et le capitalisme. Silvia Federici (2018, p.473) interprète la chasse aux sorcières qui a eu lieu en Europe à la fin du Moyen-Âge comme le moyen utilisé par les hommes pour déposséder les femmes de leurs savoirs et les dévaloriser, permettant ainsi l'accumulation primitive<sup>5</sup> à la base du capitalisme.

Ainsi, pour ces écoféministes, le travail doit nécessairement être repensé. Pour Françoise d'Eaubonne (citée dans Pruvost, 2019, pp.34-35), le travail représente un symbole du monde marchand et doit donc être déconstruit. Selon elle, l'augmentation du travail salarié va de pair avec l'intensification de l'injonction à consommer et donc de la destruction de la planète. Pour Vandana Shiva (citée dans Pruvost, 2019, p.36), militante et penseuse écoféministe indienne, le travail des femmes est systématiquement dévalué. Leur travail est souvent lié à la nature et à l'assurance des besoins primaires, deux aspects qui n'intéressent pas le capitalisme. Pour les écoféministes de ce courant, la création d'une nouvelle société passe par le renversement du système de travail géré par les hommes et basé sur une division entre tâches productives et reproductives (Gandon, 2009, p.10). Une division importante est ici mentionnée : le travail productif est celui qui crée une plus-value et qui amène un revenu. Le travail reproductif, lui, est celui qui permet la reproduction de la force ouvrière, comme la procréation, l'éducation, la préparation de repas, la tenue du domicile, *etc.* Cette seconde catégorie est souvent dévalorisée et n'est pas considérée dans nos sociétés comme « un vrai travail ».

L'écoféminisme se positionne aussi vis-à-vis de la question de la souveraineté alimentaire en s'opposant au modèle agricole intensif prôné par l'agro-business. Il dénonce notamment l'accaparement des terres par de grandes multinationales et la chasse aux sorcières envers les femmes qui y résisteraient, la surexploitation des femmes qui travaillent dans les champs dans certains pays du Sud, le remplacement forcé des semences naturelles par des semences génétiquement modifiées, *etc.* (Pruvost, 2019). Pour ces auteures, le rapport à la terre doit être repensé afin d'être plus respectueux et le savoir ancestral lié à la nature doit être revalorisé.

---

<sup>5</sup> Le concept d'accumulation primitive est développé par Marx pour expliquer comment, avant les débuts du capitalisme, une classe a pu s'approprier des biens, les accumuler et les réinvestir, en s'enrichissant aux dépens d'autres classes.

L'écoféminisme a pendant un temps été considéré comme « suspect » pour certain·es théoricien·nes en études de genre, de par le lien qui peut être fait entre la nature et les femmes : il était reproché aux théories écoféministes de perpétuer l'idée d'une « nature féminine », plus encline au soin, notamment de la nature et des animaux. Pour Emilie Hache (citée dans Bereni & al., 2020, p.85), l'écoféminisme doit justement permettre de contrebalancer l'anti-essentialisme fort présent dans les théories féministes. L'écoféminisme montre comment la féminisation de la nature, ainsi que la vision d'une nature et de femmes passives, servent à leur destruction. De plus, les femmes sont les premières et les plus touchées par les changements climatiques et les pollutions industrielles. Et comme pour les métiers du *care*, ce sont les femmes sur qui repose la fonction de prendre soin de la planète. Il est pour l'auteure primordial de se réappropriier et de réinterpréter (« *to Reclaim* ») les assignations qui sont faites à la nature et aux femmes et de les utiliser pour renverser « le double stigmatisme de la féminité et de la nature » (Bereni & al., 2020, p.85).

L'écoféminisme établit donc un lien intéressant entre luttes environnementales et luttes féministes et lie les oppressions subies par les femmes à celles subies par la nature, toutes deux exploitées par les hommes dans un système patriarcal et capitaliste. L'écoféminisme matérialiste nous offre des premières clés d'analyse en abordant notamment les questions d'invisibilisation et de dévalorisation du travail lié à la terre.

Il nous semble intéressant, pour pouvoir aller plus loin, de nous pencher pleinement sur le féminisme matérialiste et la manière dont celui-ci analyse le sexisme.

Le féminisme matérialiste, aussi connu sous le nom de théorie matérialiste du genre, étudie les rapports de genre dans le cadre du travail et nous permet donc d'identifier les mécanismes sexistes qui se jouent par le travail, et comment celui-ci peut représenter un levier contre ce sexisme. Il nous a semblé pertinent de nous intéresser à ce courant puisque dans le cadre de notre étude, l'agroécologie constitue l'activité professionnelle principale des actrices que nous rencontrons. C'est ce courant théorique qui nous donne les clés essentielles de notre analyse.

## 2.4. Genre et travail : le féminisme matérialiste

L'idée d'un féminisme matérialiste est énoncée pour la première fois par Christine Delphy en 1975 et s'institutionnalise alors comme courant des théories du genre (Bidet-Morel, Galerand, Kergoat, 2016, p.5). Issu de la rencontre entre les théories marxistes et les théories de genre, il peut être défini comme l'ensemble « des théories féministes qui affirment le caractère crucial du travail pour expliquer les représentations et les rapports sociaux, notamment les rapports sociaux de sexe » (Cukier, 2016, p.151). Ce courant part de la théorie marxiste - l'appropriation de la plus-value du travail qui est à la base de l'oppression d'une classe par une autre - pour analyser l'oppression des femmes par les hommes.

### 2.4.1. *Rapports sociaux de genre*

Un concept qui va très fortement nous intéresser ici est celui des « rapports sociaux de genre ». Pour Danièle Kergoat (citée dans Cukier, 2016, p.155) « un rapport social est une relation antagonique entre deux groupes sociaux, établie autour d'un enjeu [...]. En ce qui concerne le rapport social de sexe, ces enjeux sont la division du travail entre les sexes et le contrôle de la sexualité et de la fonction reproductive des femmes ».

Selon Joan Scott (citée dans Pfefferkorn, 2016, p.69) ce concept permet de mettre l'accent sur le fait que les relations hommes/femmes constituent un « pilier de l'organisation sociale », que le genre positionne les individus dans la société, les différencie culturellement et crée une hiérarchie.

L'auteure souligne que cette hiérarchie peut être observée dans notre langage. Les attributs dits « féminins » serviront à qualifier des caractéristiques négatives, tandis que les attributs « masculins » sont valorisés dans les discours : « avoir des couilles », « être l'homme de la situation » *versus* « être une femmelette », « être fier comme un coq » *versus* « être une poule mouillée »,...

Pour Roland Pfefferkorn (2016, p.76), les analyses de Joan Scott sont intéressantes mais trop centrées sur le langage et sa performativité, sans porter assez d'attention à ce qui se joue dans la société. Car si le langage a bien un effet performatif, il est lui-même issu directement de nos pratiques et croyances sociales : « les discours ne sont pas seulement le moteur, mais aussi le produit des pratiques sociales ».

Le concept de rapport sociaux de genre est donc inspiré de celui des rapports sociaux de classe. L'idée est par là de notifier que les rapports sociaux de genre ne sont pas indépendants des rapports de classe mais doivent être articulés ensemble, et il en est de même avec les rapports de racisation (Pfefferkorn, 2016, p.113). C'est ce que Danièle Kergoat et Elsa Galerand (2014) désignent comme la « consubstantialité » des rapports sociaux.

Un autre avantage du terme « rapport sociaux de genre », souligné par Xavier Dunezat (cité dans Bidet-Mordrel, Galerand & Kergoat, 2016, p.19), est que celui-ci donne une réelle agentivité aux dominé·es en étudiant aussi les luttes et résistances qui s'y jouent. Roland Pfefferkorn (2016, p.110) confirme en effet que les rapports sociaux, bien que déterminant l'organisation de la société, ne sont jamais totaux et laissent toujours une marge de manœuvre aux acteurs et actrices :

« Le processus de totalisation est toujours inachevé et contradictoire. [...] Une approche en termes de rapports sociaux permet donc de penser le changement : il s'agit de penser en même temps comment les sujets, hommes et femmes, suivant leur place dans les rapports sociaux sont contraints structurellement et sont façonnés au niveau et dans l'espace où ils se trouvent ; et comment ces mêmes sujets, par leur actions réciproques, peuvent construire des marges de liberté et d'action leur permettant de déplacer ces rapports sociaux ».

Ces rapports se constituent autour d'enjeux matériels et idéels, dont le principal est le travail, la manière dont il s'organise et dont sont partagées les tâches (Pfefferkorn, 2016, p.114). C'est ainsi que nous étudions les lieux agroécologiques dans la seconde partie de ce travail : comme lieu où se jouent des rapports sociaux de genre, égaux ou inégaux.

#### ***2.4.2. Le travail : le problème et la solution***

Le travail est la notion centrale du courant matérialiste féministe permettant de comprendre les rapports sociaux de genre. Alexis Cukier (2016, pp.151-152) nous dit que cette centralité se comprend sous trois formes : la première est qualifiée de géométrique, le travail étant un enjeu central dans nos sociétés capitalistes ; la seconde est la centralité constitutive, car le travail organise et structure les institutions et la vie politique ; et la troisième est la centralité qu'il qualifie de dynamique, car le travail constitue un levier de changement ou de maintien de l'ordre de la société et représente donc un instrument important d'action politique. En effet, le travail représente pour les féministes matérialistes à la fois ce qui permet de perpétuer les inégalités, de les maintenir en place, mais également l'outil qui permet de transformer la société. Le travail représente « le principal

moyen de l'exercice du pouvoir politique » (Cukier, 2016, p.154). Il ne doit dès lors plus être pensé uniquement pour sa fonction économique de production de biens et services mais aussi pour sa fonction politique de (re)production des rapports sociaux.

Alexis Cukier (2016, p.155) explique ce mécanisme en place entre les hommes et les femmes : « La classe — au sens d'un groupe social organisé par des intérêts politiques — des hommes, pour acquérir, perpétuer ou renforcer sa domination politique, s'approprie le travail de la classe des femmes et leur sexualité et fonction reproductive, et exclut le travail domestique et la sexualité de la définition du travail ».

### **Invisibilisation**

Mais qu'est-ce que le travail ? La réponse à cette question constitue l'un des apports importants de la théorie matérialiste du genre. Alors que la notion de travail était réservée jusque-là à ce qui relevait de la sphère productive et était caractérisé par son aspect visible et rémunéré, les féministes matérialistes s'en emparent et l'élargissent à la sphère dite reproductive, aux formes de travail non-rémunérées et invisibilisées (Di Masso & *al.*, 2022, p.112).

Danièle Kergoat (citée dans Bereni & *al.*, 2020, p.226) nuance légèrement en soulignant que l'invisibilisation du travail peut également avoir lieu dans la sphère productive, quand les femmes ne sont considérées que comme « aide » ou « adjointe » de leur mari, comme c'est souvent le cas dans les professions libérales ou agricoles notamment.

Par la division genrée du travail, le travail des femmes est accaparé par les hommes et la gratuité des tâches domestiques constitue « l'outil privilégié de leur domination » (Lépinard & Lieber, 2020, p.43).

### **Division genrée**

Le travail est donc considéré comme le nœud de l'oppression des femmes. À côté de l'invisibilisation de leur travail, la division genrée est un autre élément responsable de cette domination. La division genrée peut être définie comme « l'assignation des hommes et des femmes à des tâches différentes et à la manière dont ces assignations commandent des comportements et des revendications particuliers », et ce autant dans la sphère privée que publique (Pfefferkorn, 2016, p. 97). Pour Danièle Kergoat (citée dans Lépinard & Lieber, 2020, p.45), cette division est structurée par deux principes organisateurs. Le premier est un principe de séparation qui crée des tâches

d'hommes, souvent productives, et des tâches de femmes, reproductives. Le second est un principe hiérarchique, où les travaux réalisés par les hommes sont plus valorisés que ceux des femmes. Alexis Cukier (2016, p.154) insiste sur le fait que la division genrée du travail est bien à comprendre comme conséquence des rapports sociaux de genre, et non comme ce qui crée cette différenciation genrée.

Dans cette division, les tâches effectuées par les femmes sont considérées comme ne requérant pas de qualification particulière, mais bien des qualités féminines envisagées comme innées. Ainsi, alors que les hommes se forment à des métiers et méritent donc un salaire plus important, les femmes n'ont à se servir que des qualités innées ou déjà développées notamment au domicile par la réalisation de tâches ménagères (Pfefferkorn, 2016, p.102).

C'est cette même idée de « nature féminine » qui sert de justification à l'idée que les femmes sont faites pour les métiers du *care*, étant de nature patientes, à l'écoute et délicates.

Ce n'est donc pas parce qu'un métier tend à plus de mixité qu'il tend à plus d'égalité. En règle générale, l'arrivée de la mixité dans une fonction s'accompagne dans la pratique d'une déclinaison du métier en une version féminine et masculine, et d'une possibilité de progression différenciée (Bereni & al., 2020, p.251). Roland Pfefferkorn (2016, pp.103-104) observe cela lors d'une étude sur l'arrivée des femmes dans la profession de sapeur-pompier, jusque-là réservée aux hommes. Alors que théoriquement le métier est le même pour les hommes et les femmes, l'auteur constate une division des tâches justifiée dans les discours par les stéréotypes attribués à chaque genre. Ainsi, les femmes sont en priorité actives aux postes de secouristes qui correspondraient à leurs qualités considérées comme naturelles : douceur, patience, et capacité à prendre soin des autres et à rassurer. Petit à petit, ce sont deux versions du métier qui se créent et qui se hiérarchisent, la version masculine étant *de facto* plus valorisée socialement et économiquement (Bereni & al., 2020, p.224). Cet exemple illustre bien l'idée selon laquelle les hommes utilisent leurs qualifications pour exercer leurs professions, tandis que les femmes font usage de leurs qualités naturelles. La non-reconnaissance de leur qualification justifie régulièrement un salaire inférieur à celui de leurs homologues masculins. Pierre Naville (cité dans Pfefferkorn, 2016, p.103) insiste alors sur l'idée que la définition de ce qu'est une qualification se joue au niveau sociétal et est donc le résultat des rapports sociaux de genre et de classe.

### **2.4.3. Sexisme dans les organisations**

Quel est alors le rôle des organisations dans cette conception du travail ? La partie que nous traitons ici relève davantage de la sociologie des organisations que du féminisme matérialiste à proprement parler mais a été traitée à différentes reprises par des théoricien·nes du genre qui étudient la question du travail.

Le terme « organisation » est repris au sens large, « association, groupement qui se propose des buts déterminés » (tel que définit dans le Robert en ligne) et reprend donc les différentes formes que nous rencontrons sur notre terrain : coopérative, ASBL, *etc.* Il nous a semblé intéressant d'y accorder un paragraphe afin de mieux comprendre en quoi les organisations perpétuent ces inégalités de genre.

En effet, l'étude de l'imbrication genre/travail met en avant le fait que les organisations, contrairement à ce qu'elles peuvent laisser paraître, ne sont pas neutres ou non-genrées. Ce sont des lieux de pouvoir, de hiérarchies, au sein desquels se jouent des rapports de force. Un rapide regard au genre des personnes à la tête des organisations permet de se rendre compte facilement de la surreprésentation des hommes cisgenres. De même, des questions comme la maternité, le harcèlement ou les violences sexistes, qui concernent principalement les femmes, sont très peu traitées au sein des organisations (Angeloff & Laufer, 2007).

Un autre apport majeur des études des organisations est de dire que celles-ci « ne se contentent pas de reproduire des inégalités définies ailleurs, mais participent activement à leur production » (Bereni & *al.*, 2020, p.224). Pour le dire autrement : « les organisations elles-mêmes sont à la fois genrées et productrices de genre » (Lépinard & Lieber, 2020, p.68). Ces structures considérées comme neutres (« *gender-neutral* ») ont majoritairement été pensées par des hommes, pour des hommes, et leur procurent des avantages significatifs. C'est ce qui explique pourquoi ceux-ci sont toujours présents aux plus hauts postes dans les sociétés (Acker, 1990, pp.141-142).

## **2.5. Première conclusion**

De nombreuses inégalités de genre se jouent autour de l'alimentation et notamment au cours de sa production. Les femmes et la nature sont toutes deux exploitées par les hommes et pour les

écoféministes matérialistes, le travail doit être repensé afin de les libérer de cette situation d'oppression.

Pour les féministes matérialistes aussi, le travail - au sens large : rémunéré ou non, domestique, productif ou reproductif,... - est source d'oppression pour les femmes. L'exploitation du travail fourni par les femmes, son invisibilisation et sa non-reconnaissance ainsi que sa division genrée participent activement à la création et à la hiérarchisation des catégories de genre (Lépinard & Lieber, 2020, p.44). Citons aussi que les femmes sont plus souvent à temps partiel que les hommes, qu'elles sont plus nombreuses dans des emplois moins rémunérés, mais parfois aussi moins rémunérées que leurs homologues masculins au même poste, et qu'au plus on monte dans la hiérarchie d'une organisation, au moins nombreuses sont les femmes<sup>6</sup>. Si les femmes sont majoritairement en charge de la préparation des repas au domicile, il est frappant de constater qu'elles sont par contre en minorité aux postes de chef·fe cuisinier·e dans les restaurants (Allen & Sachs, 2007, p.9).

Malgré cela, pour les féministes matérialistes, au regard de la place centrale du travail dans les rapports sociaux, celui-ci constitue également le levier de lutte contre ces inégalités. Les femmes, en agissant à des niveaux collectifs et individuels sur les pratiques sociales, par l'action et la mobilisation, « peuvent se réapproprier ce qui leur est confisqué » - leur corps, leur force de travail, leur autonomie,... (Pfefferkorn, 2016, p.120).

Soulignons ici que le but des féministes matérialistes n'est pas d'atteindre l'égalité dans le travail tel qu'il est organisé actuellement. Elles s'opposent à ce que « l'égalité puisse se résumer au droit égal d'avoir les poumons atteints et de crever à la mine [...]. Il faut donc changer les conditions de travail des femmes et des hommes pour que tout le monde soit également protégé » (Federici citée dans Pruvost, 2019, p.34). Le changement des conditions de travail doit permettre de sortir de l'actuelle « aliénation du travail salarié » (Pruvost, 2019, p.34).

Dans la partie analyse de ce travail, nous tentons sur cette base de déterminer de quelle manière l'agroécologie, comme activité professionnelle, reproduit les inégalités de genre et expose les femmes à des situations sexistes, ou permet au contraire de s'en distancer.

---

<sup>6</sup> Ce dernier phénomène est notamment expliqué par le concept de « plafond de verre ».

## 3. Méthodologie et présentation du terrain

Nous allons maintenant expliciter notre méthodologie de recherche. Nous exposons d'abord notre méthode de récolte de données (Section 3.1.) : nous présentons notre terrain (Point 3.1.1.), nous expliquons nos choix pour les entretiens semi-directifs (3.1.2.) et nous dressons le profil de nos enquêtées (3.1.3.). Nous présentons ensuite notre méthode d'analyse de ces données (Section 3.2.).

### 3.1. Méthode de récolte des données

Il s'agit ici de répondre à notre question de recherche et de comprendre comment, en pratique, les projets agroécologiques répondent ou non à la promesse de l'égalité des genres. Nous tentons donc de déterminer la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale.

#### 3.1.1. Sélection des lieux d'enquête

Notre premier critère pour la sélection des lieux d'entretien est que ceux-ci puissent être considérés comme des lieux agroécologiques. Cela nécessite de répondre à la question de savoir ce qu'est un projet agroécologique. Or, « l'agroécologie est un concept qui donne une orientation, mais dont la définition est polysémique » (Stassart et *al.*, 2012, p.27). L'agroécologie est à la fois une science, un ensemble de pratiques et un mouvement social. Pour Pierre M. Stassart et *al.* (2012, p.29), l'agroécologie représente une remise en question du modèle répandu d'agro-business et constitue en ce sens « une fonction d'exploration d'autres trajectoires conceptuelles et techniques qui s'ancre dans la connaissance des systèmes alimentaires ». Nous retenons cette dimension pour notre recherche.

Nous reprenons également la définition de la FAO (*Plateforme des connaissances sur l'agroécologie*, s.d.) citée plus haut qui définit l'agroécologie comme une « approche holistique et intégrée qui applique simultanément des concepts et des principes écologiques et sociaux à la conception et à la gestion de systèmes agricoles et alimentaires durables ». Sur base de ces éléments, dans le cadre de notre travail, nous appelons « lieux agroécologiques » :

- Les lieux qui mettent en avant dans la description de leur projet la promesse de différence du système agro-alimentaire conventionnel,
- qui portent une attention à ce que leurs pratiques soient respectueuses de l'environnement,
- et qui donnent un aspect social à leur projet (par l'inclusion du quartier, de demandeurs d'emplois, par la (re)création de contacts entre producteur·trices et consommateur·trices, *etc.*)

Ces conditions, bien qu'elles puissent paraître larges, nous semblent répondre aux principes de base de l'agroécologie.

Parmi les lieux répondant à ces critères, nous faisons le choix de nous concentrer sur les lieux pratiquant le maraichage - la culture de légumes. En effet, les activités agroécologiques sont nombreuses et peuvent aller de la culture de champignons dans des caves à l'apiculture, en passant par l'élevage de brebis. Il nous semble pertinent, vu le cadre restreint de ce travail, de nous concentrer sur une seule sorte d'activité de manière à centrer notre recherche.

Notre deuxième critère, indispensable à notre étude, est la présence dans ces projets d'au moins une femme. En effet, notre but est d'étudier les phénomènes de sexisme et de lutte contre le sexisme dans les champs. Ces phénomènes touchent principalement les femmes et il est donc indispensable à notre étude qu'elles fassent partie du projet agroécologique étudié.

Enfin, notre troisième et dernier critère est la localisation de ces lieux d'agroécologie. Nous décidons de concentrer notre terrain sur la Région de Bruxelles-Capitale, et ce pour différentes raisons. Tout d'abord, poser une limite territoriale nous permet de comparer des situations comparables. Nous postulons que les activités de maraichage sont différentes lorsqu'elles ont lieu dans des contextes urbains comme à Bruxelles ou des contextes ruraux. Etant données les limites de notre mémoire en termes de temps, de pages et du nombre d'entretiens réalisables, nous pensons qu'il est préférable de nous concentrer sur un seul de ces milieux. Le choix de la Région de Bruxelles-Capitale se pose alors de manière pragmatique, en étant facile d'accès et proche de nous.

Grâce aux sites Goodfood.brussels (<https://goodfood.brussels/fr>) et Terre-en-vue (<https://terre-en-vue.be/>), nous avons repéré 14 lieux cochant les critères instaurés ci-dessus. Terre-en-vue est un mouvement qui a pour but de faciliter l'accès à la terre pour les agriculteurs·trices. GoodFood.brussels est la plate-forme du plan stratégique adopté par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour une transition vers un système alimentaire durable. Pour obtenir un terrain dans le cadre de Terre-en-vue, et des aides financières dans le cadre de Goodfood.brussels, les

projets doivent respecter certains critères dont la durabilité, la localité, s'engager à ne pas utiliser de pesticides, *etc.* Passer par ces plateformes nous a permis de *de facto* cocher certains critères de notre définition de l'agroécologie.

Nous avons pris contact avec ces quatorze lieux et six ont répondu positivement à notre demande de rencontre. Nous les présentons ici sans citer leur nom, afin de respecter l'anonymat garanti aux maraichères :

Le champ U se situe à Anderlecht et vend les produits de ses 1,5 hectare par paniers<sup>7</sup>, en vente directe sur le champ, ou encore dans certaines épiceries locales. Il fonctionne sous forme de coopérative et lors de notre visite, deux des cinq employés étaient présents ainsi que quatre bénévoles.

Le champ V à Neder-Over-Heembeek fait partie d'une ASBL qui réunit plusieurs projets comme des jardins collectifs, de la tisanerie, *etc.* Le champ de 1,5 hectare présente un double objectif : l'insertion socio-professionnelle de travailleur·euses et la production de légumes de manière durable. La production s'écoule principalement par paniers et occasionnellement par vente directe sur le champ. En plus de cultiver des légumes, le lieu s'occupe de deux ânes et d'une dizaine de poules. C'est l'unique lieu visité qui n'accueille à notre connaissance pas de bénévole. Cinq employé·es travaillaient sur le champ au moment de notre visite.

Situé à Watermael-Boitsfort, le champ W fait partie d'une coopérative réunissant différents projets d'agriculture urbaine. Il fait 1,45 hectare réparti en deux terrains. La vente s'effectue par abonnement en auto-cueillette. Trois employé·es sont responsables du champ et travaillent avec une série de bénévoles. Au moment de notre visite, six à huit personnes étaient présentes. Le champ se situe au cœur d'une cité-jardin et de nombreux habitants profitent des espaces verts juste à côté de celui-ci. L'avenir de ce projet est incertain puisqu'il s'est implanté sur un terrain inoccupé mais destiné à devenir des logements dans un futur très proche.

Le champ X a une taille de 1,5 hectare et se situe à Jette. La vente se fait ici sous forme d'un abonnement à l'année qui donne accès aux produits du champ par un système d'auto-cueillette. Les

---

<sup>7</sup>La vente par panier est le système par lequel un·e acheteur·euse s'engage auprès d'un·e maraicher·e à se procurer de manière régulière un panier de légumes fraîchement cueillis à un prix fixe préalablement établi.

bénévoles sont principalement issues de maisons spécialisées et travaillent sous un statut CAP<sup>8</sup>. Lors de notre visite, la maraichère et un autre bénévole travaillaient sur le champ, ainsi que quelques clientes qui cueillaient leur récolte. La maraichère est employée pour ce champ par une ASBL qui gère à côté de cela bien d'autres projets comme un restaurant, un atelier de menuiserie, un magasin alimentaire, *etc.* Le but de l'ASBL est de lutter contre la pauvreté en formant à différents métiers des personnes qui auraient un accès restreint à l'emploi. Dans tous leurs projets un fort accent est mis sur l'aspect durable. Le champ devrait d'ailleurs devenir certifié bio dans les mois à venir.

Le champ Y à Anderlecht est un des projets d'une ASBL qui vise à améliorer la résilience des systèmes alimentaires en ville. Au sein du champ on retrouve deux activités principales : la première est la culture de fruits, légumes et herbes aromatiques, et la seconde est une activité d'animation de sensibilisation à l'alimentation durable, destinée aussi bien aux enfants qu'aux adultes en *team-building* par exemple. Deux salarié·es s'occupent du champ, l'un du pôle activité et l'autre de l'administration. La vente se fait par panier et le champ est certifié bio. En plus des deux salarié·es, quatre bénévoles et une personne en service citoyen étaient présent·es sur le champ.

Le champ Z d'une soixantaine d'ares se situe à Anderlecht. La vente se fait par un système de panier ou en vente directe sur le champ une fois par semaine. Lors de notre visite, quatre personnes travaillaient sur le champ : la maraichère, qui a un statut d'indépendante, et trois bénévoles régulier·es.

### **3.1.2. Des entretiens semi-directifs déambulés**

Pour récolter nos données, nous avons utilisé une méthode qualitative en menant des entretiens dans des lieux de maraichage avec six femmes.

Notre choix porte sur la réalisation d'entretiens semi-directifs car ce mode permet de guider l'entretien afin d'obtenir les réponses nécessaires à notre recherche, tout en laissant une marge de manœuvre importante à l'interviewé·e pour aborder d'autres points. Un guide d'entretien est réalisé

---

<sup>8</sup> Contrat d'adaptation professionnelle. L'objectif est d'intégrer professionnellement des personnes en situation de handicap, physique et/ou mental.

pour chacune des rencontres, dans le but d'assurer que certains thèmes précis soient traités. Une version type de ces guides se trouve en annexe de ce travail. Les questions sont principalement inspirées de notre partie théorique sur le féminisme matérialiste (division genrée des tâches, visibilité et reconnaissance du travail,...) et des attendus de l'agroécologie, synthétisés dans notre introduction.

Nous avons choisi de mener des entretiens semi-directifs dits « déambulés », plus connus sous leur nom anglais, « *walking interviews* ». Cette méthode de récolte de données consiste à mener l'entretien en marchant aux côtés de l'interviewé·e, en réalisant ses activités habituelles, dans un lieu significatif pour cette personne. La méthode présente divers avantages. Tout d'abord, elle permet de réduire les relations de pouvoir instaurées par le rapport chercheur·euse/interviewé·e, car c'est l'interviewé·e qui dirige le ou la chercheur·euse sur un site qui lui est familier. Cela atténue la pression d'une interview menée en face-à-face. Elle permet également par la marche d'encourager la spontanéité (Kinney, 2017, p.1).

Ensuite, étant donné que nous étudions les relations de genre sur le lieu de travail, il nous semble intéressant de nous rendre sur celui-ci et de le parcourir avec l'interviewée. Ceci se prête d'autant mieux à notre méthode que notre terrain est en plein air.

De plus, cette forme de récolte de données permet de pratiquer une observation *in situ*. Ainsi, les interactions de l'interviewé·e avec des collègues, bénévoles ou client·es, l'ambiance sur le champ, les pratiques de maraichage et les outils,... sont autant d'éléments que le/la chercheur·euse peut capter par cette méthode.

Enfin, la méthode permet de s'adapter aux activités quotidiennes des participant·es. Les métiers agricoles ne laissant que peu de temps libre, nous caler sur une journée-type de la personne interrogée nous semble adéquat pour bénéficier du temps nécessaire à l'entretien.

Nos entretiens ont donc été réalisés en marchant sur le champ, en retirant des adventices, en plantant des semis, *etc.*

Les entretiens semi-directifs ont été menés sur les champs, entre le 28 avril et le 13 mai 2022. Ils ont une durée allant de 40 minutes à 1h30 environ. Ils ont été enregistrés et retranscrits par nos soins.

Dans une démarche qualitative, il est régulièrement admis que le principe de saturation est à même de déterminer le nombre adéquat d'entretiens à réaliser. Ce principe considère que la saturation est atteinte lorsqu'un entretien supplémentaire n'amène aucune nouvelle information et que

l'enquêteur·trice peut prédire le sens des propos qui seront tenus (Grandjean, 2014, p.70). Cela ne nous semble pas pertinent dans le cadre de notre enquête, qui se veut très ancrée sur le terrain bruxellois et où le vécu de chaque maraichère est sensiblement différent. Réaliser six entretiens nous permet un accès à une quantité suffisante de matière à analyser, tout en nous permettant de souligner les parcours et particularités de chacune.

### ***3.1.3. Profil des enquêtées***

Pour analyser la situation des femmes maraichères en Région de Bruxelles-Capitale, nous sommes donc allées à la rencontre de six d'entre elles, sur leur lieu de travail. Nous présentons chacune d'entre elles en veillant une fois encore à ne pas citer leur prénom, toujours dans le but de respecter l'anonymat qui leur a été garanti. Toutes les femmes interrogées sont blanches, sont Belges, Allemandes ou Françaises, et sont en condition de validité. Pour chacune, être maraichère est leur unique activité économique.

A a 34 ans. Elle a d'abord travaillé derrière un bureau pendant quelques années, mais s'est vite rendue compte que cela ne lui convenait pas, qu'elle se plairait davantage dans un job de terrain. Elle s'est alors plongée dans des livres sur l'agriculture et a demandé une interruption de carrière pour s'essayer au maraichage. A se rend compte que c'est ce qu'elle veut faire et trouve un champ en répondant à un appel à projet de Bruxelles Environnement et Terre-en-vue. Elle se lance et apprend sur le terrain, par essais-erreurs, accompagnée d'une employée et de bénévoles. A est donc la « cheffe » sur le champ, même si elle prend soin de toujours se mettre d'accord avec son employée. Elle y travaille à temps plein. Dès le début de l'entretien, A nous prévient : « Je suis féministe, mais pas militante ».

B a la trentaine. Elle aussi est arrivée dans le maraichage après reconversion professionnelle. Elle a d'abord exercé comme travailleuse sociale dans des entreprises qui traitent de l'alimentation durable et équitable. Mais le travail de bureau ne lui correspondait pas vraiment non plus. Elle décide alors de s'essayer au maraichage en faisant plusieurs Wwoofing<sup>9</sup> en Europe, principalement

---

<sup>9</sup> Le Wwoofing, « World-Wide Opportunities on Organic Farms », est un échange entre un wwoofer, qui propose son aide dans une ferme biologique, et le/la propriétaire de cette dernière, qui loge et nourrit le/la volontaire en échange des heures prestées

dans des fermes tenues par des femmes. Étant convaincue, elle suit une formation en maraichage et trouve ensuite une place comme maraichère dans une ASBL, où elle travaille en duo avec son collègue. Il y a deux champs à gérer et ils se sont donc désignés chacun responsable d'un d'eux. Elle n'est pour autant pas sa propre cheffe puisqu'il lui reste un responsable au-dessus d'elle, dans des bureaux de l'ASBL, à qui elle doit rendre des comptes. En théorie, B est engagée pour un 3/5 ; en pratique cela s'assimile davantage à un temps plein. Elle se sent féministe et pense que c'est important au vu des nombreuses inégalités de genre qui perdurent.

C ne doit pas avoir plus de la trentaine. Comme les deux précédentes, C n'a pas tout de suite travaillé dans l'agriculture. Elle travaillait d'abord comme traductrice indépendante et faisait quelques heures de bénévolat au champ chaque semaine. Lorsqu'une place s'est libérée dans la coopérative où elle était bénévole, elle a sauté sur l'occasion. Elle a ensuite suivi plusieurs formations et travaille maintenant à temps plein avec quatre autres collègues, où chacun-e est responsable de certains aspects de la gestion du champ. C n'est pas sûre de ce que c'est exactement « être féministe », mais pense pouvoir être qualifiée ainsi. Au quotidien, elle garde en tout cas un œil sur les questions de genre et veille à déconstruire son entourage autour de ce sujet.

D a 34 ans. Elle a travaillé quelques années dans l'Horeca et dans des magasins alimentaires. Elle se lance ensuite dans le maraichage avec trois ami·es dans une ferme en autarcie en Wallonie, où elle apprend la pratique sur le terrain et grâce à quelques tutoriels sur internet. Le projet est très radical et ne lui convient plus. Elle le quitte alors pour revenir à Bruxelles, où elle trouve une place à mi-temps dans un projet de maraichage, qu'elle dirige aujourd'hui avec un collègue. D se qualifie de « féministe radicale et militante ». Pour elle, le féminisme a un impact sur tous les aspects de sa vie.

À peine son diplôme de droit en poche, E, 25 ans, décide de changer d'horizon et de se lancer dans le maraichage. La période de la Covid a en effet été pour elle une période de remise en question qui lui a fait ressentir le besoin de faire autre chose. Elle commence alors son service citoyen qui la fera travailler un an dans une ferme, où elle apprend les bases du métier avec quatre autres collègues, sous la supervision de deux responsables. Elle y prolonge son travail en signant un CDD qui se finira cette année. Elle compte rester dans le maraichage et continuer à s'y former. E ne se sent pas féministe, et quitte à se qualifier, elle pense plutôt se reconnaître dans un terme comme « humaniste ».

Enfin, F, une quarantaine d'années, est agronome de formation. Elle travaille d'abord quelques années dans des fermes en Allemagne en tant que remplaçante payée par la mutualité lorsqu'un fermier est malade. Elle arrive ensuite en Belgique avec son mari et trouve une place à temps plein dans une coopérative maraîchère, où elle gère les champs avec deux autres collègues et une série de bénévoles. Maman de deux enfants, elle jongle en permanence entre son métier au champ et sa vie de famille. F ne se sent « pas du tout féministe » : elle partage les idées de tout ce qu'elle entend à ce sujet, mais ne renseigne pas d'elle-même et ne sent pas « radicale ».

### **3.2. Méthode d'analyse des données**

L'analyse thématique se prête parfaitement à la forme de nos données récoltées. Cette méthode qualitative postule que « le contenu explicite peut être codé et analysé afin de dévoiler sa signification inhérente » (Preiser & *al.*, 2022, p.272, traduit). Pour procéder à cette analyse, nous avons retranscrit chacun de nos entretiens et nous les avons téléchargés sur le logiciel de codage en ligne « Corpus ». Nous les avons alors codés chacun à leur tour, sur base de codes développés de manière déductive - suite à notre partie théorique - et inductive - suite aux sujets abordés par les maraîchères. Le tout nous a mené à un total de 21 codes. Ces 21 codes sont à la base des différents points analysés dans la section suivante.

La section suivante présente donc les résultats de cette analyse thématique, dont l'objectif est de répondre à notre question : « Quelle est la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale ? ».

## 4. Analyse : « Quelle est la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale ? ».

Suite à nos entretiens, quelles sont nos observations concernant les liens entre maraichage agroécologique et conditions des femmes maraichères vis-à-vis du sexisme et de la lutte contre celui-ci ? Constatons-nous empiriquement un cercle vertueux où le féminisme renforcerait les pratiques agroécologiques et vice versa ? Dans ce chapitre, nous commençons par analyser la manière dont le sexisme se manifeste - ou non - sur les projets agroécologiques visités (Section 4.1.). Nous étudions ensuite les solutions proposées par ces lieux pour lutter contre celui-ci (Section 4.2.). Enfin dans la Section 4.3., nous analysons en quoi l'agroécologie représente un vecteur de changement sur ces questions.

### 4.1. Comment se manifeste le sexisme au sein des projets agroécologiques ?

#### 4.1.1. Une reconnaissance à géométrie variable

Reprenons le problème principal mis en avant par les féministes matérialistes, à savoir que le travail des femmes est invisibilisé et peu voire pas reconnu. Qu'en est-il de la reconnaissance et de la valorisation du travail des femmes sur le champ ? Le travail des femmes est-il reconnu par les autres et par les maraichères elles-mêmes ?

Sociétalement, et indépendamment du genre, le métier de maraichère est un métier très peu valorisé et les maraichères interrogées le ressentent : « être maraicher c'est vraiment le plus bas d'une société, on n'est vraiment pas reconnu, par personne » (Entretien avec la maraichère B), « c'est en bas de l'échelle sociale » (Entretien avec la maraichère E).

Cette non-valorisation du métier se constate de plusieurs manières. Premièrement, sur le plan économique, le métier est peu rémunéré et cela est encore plus flagrant au regard du nombre d'heures prestées et des compétences requises. Selon les subsides accordés et le statut de la maraichère, s'assurer une indépendance financière peut donc être plus ou moins compliqué, comme l'illustre une maraichère interrogée : « quand on a acheté notre maison, pour le prêt c'est

uniquement mon mari qui a signé, moi c'était même pas pris en compte » (Entretien avec la maraichère F). Selon certaines, ces bas revenus traduisent un manque de reconnaissance et de volonté politique :

« Il y a des aides mais elles ne sont pas à la hauteur. Bien-sûr tous les domaines pourraient dire ça. Mais si on considère que c'est un domaine essentiel bah... Et que c'est vrai que ça fait partie de l'éducation de la société. C'est une proximité à un lieu de production avec des gens de la ville, *etc.* » (Entretien avec la maraichère A).

Deuxièmement, ce peu de reconnaissance sociétale se laisse aussi entendre dans la langue, reflet de nos croyances au sein d'une société comme nous le rappelait Roland Pfefferkorn dans notre partie théorique. Pensons à des expressions comme « plouc », « bouseux », ou « bourrin » en français, et « *boerin* » ou « *boerig* » en néerlandais - qui signifient respectivement « fermière », et son adjectif « fermier » au sens premier, mais sont connotées négativement et portent alors l'idée de « grossier », « lourdeau ». Ces termes du champ lexical fermier, porteurs de connotations négatives, peuvent rendre la tâche plus compliquée pour les maraichères de se sentir à l'aise avec leur profession, comme l'une d'elles le raconte :

« Il y a beaucoup d'expressions en flamand pour dire 't'es vraiment un boer, boertig,...' Il y a beaucoup de connotations très négatives. Et donc... Ça m'a pris du temps mais maintenant je me sens super fière de mon boulot. » (Entretien avec la maraichère B).

La reconnaissance sociétale peut donc être jugée basse. Mais les maraichères ont d'autres ressources auprès de qui en trouver. En effet, celle affichée par les client·es - plutôt appelé·es « mangeur·euses » ou « récolteur·euses » - est en revanche citée à plusieurs reprises par les maraichères interrogées et représente une partie importante de leur motivation à exercer le métier :

« Voir quand les gens récupèrent leurs légumes et qu'ils sont contents en mode 'waw c'est trop bien', et bien ça a du sens ça. Donc je pense que ce qui me plairait le plus finalement c'est la fin du travail, donc quand le légume sort de terre et que je peux le donner à un mangeur » (Entretien avec la maraichère E).

Cet échange entre client·es et productrices est possible grâce à la vente directe, que ce soit sur le champ ou sur les marchés, et représente donc un élément important dans la reconnaissance des maraichères. Les maraichères expliquent aussi cette reconnaissance conséquente de par le fait que les client·es (clientes pour la plupart selon les observations des maraichères), en choisissant ce mode de consommation, sont déjà engagé·es, davantage conscient·es des enjeux alimentaires et écologiques. De plus, le fait qu'ils puissent voir le fonctionnement du champ en venant chercher leurs légumes sur le terrain, et dans certains cas participer à des chantiers collectifs, leur permet de comprendre des réalités du métier, ce qui peut alors augmenter leur reconnaissance.

Cette reconnaissance-ci, contrairement à la valorisation au sein de la société, semble varier selon le genre. En effet, le travail de maraichère étant considéré comme physique, il peut paraître plus impressionnant aux yeux de certains observateur·trices que celui-ci soit pratiqué par des femmes : « Je crois que le public qu'on a ici ils sont déjà assez ouverts, et même ils ont peut-être plus d'admiration dans un sens, parce que je suis une femme. » (Entretien avec la maraichère B). Cela ne signifie pas pour autant que les maraichères se sentent plus valorisées, mais bien le contraire : « Donc c'est positif et en même temps c'est pas hyper valorisant de se dire qu'en plus, vu qu'on est des femmes, c'est encore plus impressionnant. » (Entretien avec la maraichère A).

Qu'en est-il au sein de la sphère privée ? Si nous devons résumer les positions des proches des maraichères, il est nécessaire de diviser ceux-ci en deux groupes : famille et ami·es. Les premières sont souvent inquiètes et/ou déçues. Leur fille ont pour la plupart opéré une reconversion et il n'est donc pas toujours facile de comprendre pourquoi avoir choisi ce métier, considéré comme le « bas de l'échelle » :

« Ils [ses parents] ne se rendent pas compte de la complexité du métier de maraicher. Pour eux, tu plantes un truc, ça pousse tout seul, et puis tu le récoltes. Alors que c'est sans doute le métier le plus complexe que j'ai jamais dû faire. Tu gères une entreprise [...] » (Entretien avec la maraichère C).

Néanmoins, certains - mais pas tous - peuvent se laisser convaincre après quelques années de pratique que c'est bien un « vrai » métier :

« -F : Mon mari il a pendant longtemps vu ça comme si c'était mon hobby, pas un boulot. Et aussi ma famille [...], ma belle-famille. Ils ont longtemps pas trop compris que c'était vraiment un boulot sérieux.

-Nous : Et maintenant ils ont compris ?

-F : Quand même oui. Je suis très souvent pas disponible pour eux à cause du travail [...] aussi parce qu'ils ont vu, je leur ai montré des reportages sur le projet par exemple, et des trucs comme ça, qu'ils voient qu'on en parle du projet » (Entretien avec la maraichère F).

Le deuxième groupe, celui des ami·es, est en revanche considéré comme très soutenant par les maraichères. Plusieurs disent faire partie de sphères plus « alternatives », dans lesquelles être maraichère est un métier « stylé » et est donc valorisé et valorisant.

Selon la majorité d'entre elles, cette reconnaissance de leur famille et proches serait également différente si elles étaient des hommes :

« Je pense que quelque part un homme il est né et conditionné toute sa vie à entreprendre, et donc si un homme devient maraicher ben il gère son entreprise, une femme c'est limite je suis devenue ouvrière quoi. Et peut-être si j'étais un homme j'aurais une autre manière de me présenter aussi, ça vient des deux côtés, on a pas la même posture. » (Entretien avec la maraichère C).

« Peut-être qu'il y aurait eu plus de confiance venue de l'extérieur, qu'on m'aurait donné si j'avais été un homme je pense, parce que généralement un garçon on le laisse faire ce qu'il veut. » (Entretien avec la maraichère E).

L'une d'elle ressent également cela avec ses collègues, qui admirent davantage le travail effectué par d'autres hommes :

« Moi j'ai jamais eu droit à cette reconnaissance-là [que son collègue reçoit], alors que clairement je bosse quatre fois plus que lui, mieux en vrai, j'ai quand même plus de connaissances, *etc.* Mais lui, il suffisait qu'il s'active pendant une heure. Et à chaque fois ça, je me disais 'mais c'est quand même dingue quoi, ils sont entre eux, ils se congratulent l'un l'autre, et toi il faut que t'en fasse quatre fois plus pour être reconnue' » (Entretien avec la maraichère D).

Enfin, et sans doute la reconnaissance la plus importante mais loin d'être la plus évidente, est celle des maraichères envers leur propre travail. Si toutes ont affirmé adorer leur métier, certaines ont mis du temps avant de l'assumer complètement et cela peut rester compliqué encore aujourd'hui pour certaines d'entre elles. La difficulté peut aussi venir du passage d'un milieu à l'autre, lors des reconversions professionnelles qui font passer de milieux socialement valorisés à un métier qui ne l'est pas :

« C'est vrai que du coup, moi je pense que je me suis dévalorisée, pendant ma transition entre le droit, la fac de droit, donc un milieu très élitiste, vers un milieu ouvrier, agricole, plus détendu. » (Entretien avec la maraichère E).

Une des maraichères interrogées en revanche affirme que c'est le premier métier qui lui permet de répondre fièrement à la question de savoir ce qu'elle fait dans la vie :

« Moi ça me fait du bien quand on me demande 'tu fais quoi dans la vie ?'. Je déteste cette question elle m'a toujours mise extrêmement mal à l'aise, et maintenant quand je dis que je suis maraichère il y a une forme de fierté. Et puis il y a un intérêt, les gens ça les intéressent quand même. Et donc c'est la première fois depuis que j'ai un boulot, que je suis maraichère et que je le dis avec fierté et que je suis ravie d'en parler, puisqu'il y a énormément de choses à dire, de manière militante et poétique. » (Entretien avec la maraichère D).

La reconnaissance sociale est donc faible, vis-à-vis d'un métier qui pourtant permet d'assouvir le besoin primaire de se nourrir. Les mangeur·euses se montrent davantage reconnaissant·es et leur fournir des aliments sains et de qualité constitue une partie importante de la satisfaction des maraichères. Tandis que la sphère familiale nécessite d'être convaincue quant au sérieux du métier effectué, l'entourage amical se montre généralement plus admiratif. Alors que le fait d'être une femme peut rendre la reconnaissance plus compliquée au sein de son entourage, il crée l'effet

inverse auprès de certain·es client·es, basé sur des stéréotypes véhiculant l'idée que le métier serait plus compliqué pour une femme. Ces éléments font qu'il n'est pas toujours évident pour une maraichère de se sentir valorisée et de se valoriser soi-même dans ses activités.

Tant que les femmes se sentiront valorisées différemment du fait de leur appartenance « au second sexe », ces différences seront intériorisées et les inégalités genrées perpétuées.

#### ***4.2.2. Visibilité et division genrée***

Un autre élément souvent associé à la reconnaissance est la visibilité. Le travail des femmes sur le champ est-il visible ? Comme nous l'avons vu dans la partie théorique de notre travail, la division genrée des tâches participe à cette invisibilisation des femmes en leur attribuant des rôles dont la visibilité est réduite. C'est fortement le cas dans l'agriculture familiale notamment, où les femmes sont encore régulièrement considérées comme aides et reléguées aux tâches à l'intérieur tandis que les hommes exercent les tâches à l'extérieur et assurent la représentation auprès de différents réseaux professionnels (Rieu, 2004, p.122).

Dans les projets agroécologiques visités, cela ne semble pas être le cas. Les femmes sont très présentes sur les champs de maraichage et sont visibles. Les ventes ont souvent lieu directement sur le champ et les client·es ont donc également l'occasion de voir les maraichères à l'œuvre. La division des tâches entre hommes et femmes est équitable et se fait le plus souvent en fonction des besoins et des envies de chacun·e. Aussi bien des hommes que des femmes assurent donc les contacts avec l'extérieur, que ce soit avec d'autres producteur·trices ou client·es. Contrairement à ce que prévoit la théorie féministe matérialiste, les tâches ne sont donc ni divisées de manière genrée, ni hiérarchisées.

En revanche, là où les maraichères trouvent qu'elles manquent de visibilité, c'est dans l'espace public. Car si toutes ont l'impression que les femmes ont investi massivement le milieu du maraichage, il est nettement plus fréquent de voir des représentations d'hommes que de femmes exercer le métier :

« C'est toujours marrant de voir qu'il y a autant de maraichères, et l'autre jour je suis allée - je me demande si c'était pas à 'l'Alimentation géniale'- et il y a des photos des producteurs et j'allais dire 'productrices', mais il y a que des mecs. Il y a un laitier, un maraicher,... Je me dis 'Tiens c'est marrant quoi, c'est presque un parti pris. Comment vous faites pour ne pas trouver des nanas quoi ?!'. Donc je sais pas. Dans les revues d'agroécologie c'est quand même beaucoup des mecs qu'on voit,... » (Entretien avec la maraichère D).

Notons tout de même que récemment, plusieurs articles de presse se sont emparés de la question de la présence des femmes en agriculture et ont ainsi contribué à rendre plus visible leur situation. C'est le cas par exemple de la revue mensuelle agricole Tchak, qui y a consacré son numéro du printemps dernier.

De même, une maraichère dénonce le fait que les outils soient conçus pour un usage masculin, et donc pas toujours facilement maniables par leurs collègues féminines. Les penser pour les femmes « ce serait réduire les manches, le poids de certains matériaux, réduire la taille de certaines choses, les rendre plus portables pour nous, [...] on ne les réfléchit pas pour les femmes. » (Entretien avec la maraichère E). Une rapide recherche internet sur les outils de jardinage et bricolage montre que certains outils existent bel et bien dans leur version « féminine », mais relèvent tous des plus gros stéréotypes féminins : on retrouve la perceuse décorée de diamant et la boîte de bricolage tout en rose, mais aussi les gants pour ne plus abimer ses ongles.

Ceci montre qu'au niveau de la société l'idée de division genrée du travail reste bien présente et que le travail manuel réalisé par les femmes semble être peu pris au sérieux.

#### ***4.1.3. Savoirs et apprentissages***

Les pratiques agroécologiques nécessitent différentes formes de savoirs. Les échanges de connaissances sont l'occasion de créer une cohésion entre personnes du métier et doivent permettre aux femmes de se sentir valorisées comme détentrices de savoir. Plusieurs acteur-trices recommandent à ce sujet la mise en place d'espace en non-mixité, pour faciliter cette cohésion et cet apprentissage entre femmes.

##### **A) Des connaissances à acquérir**

Les maraichères rencontrées dans le cadre de notre recherche se sont formées de multiples manières : par des livres, des tutoriels sur internet, des formations, du travail de terrain, *etc.* Quel

que soit le canal d'apprentissage, ce sont le plus souvent des hommes qui enseignent les gestes du métier. Lorsque cet apprentissage se fait par des collègues masculins, certaines maraichères témoignent de la difficulté de réellement apprendre sans n'être que de simples observatrices :

« Souvent j'ai été confrontée à des 'Non vas-y je vais le faire' et après 'C'est pas une question de force, c'est le geste'. Mais apprends-moi le geste alors au lieu de dire 'Je vais faire, regarde' ! » (Entretien avec la maraichère E).

Si les formateurs sont principalement des hommes, parmi le public qui suit des formations en maraichage les femmes sont présentes en nombre. Cette présence féminine est importante car elle crée des exemples motivant pour les autres femmes de la formation :

« Il y a pas mal de femmes dans la formation en fait. Je le vois dans l'agriculture bio, c'est quand même plus dirigée ou orientée vers les femmes. Donc c'est déjà super chouette, c'est pas comme si j'étais la seule femme dans la classe donc ça donne déjà beaucoup de force, d'espoir, de se dire 'ah ok c'est aussi faisable pour les femmes'. Parce que j'ai quand même toujours eu l'idée que je dois me prouver quelque part que je peux être aussi forte que mes collègues, ou aussi je ne sais pas quoi. Ou bien, aussi dans tout ce qui est technique, les machines et tout ça. Ça m'intéresse beaucoup mais il y a quand même une voix dans ma tête qui me dit 'je suis pas très bien à ça'. » (Entretien avec la maraichère B).

D'autres modèles féminins peuvent aussi être trouvés sur les réseaux sociaux, comme Facebook ou Instagram, où des maraichères partagent leur quotidien. Ces modèles représentent alors également une source d'inspiration pour certaines.

Si l'apprentissage répond à l'envie de se former et d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques, il représente aussi un moyen pour certaines de ces maraichères de gagner en légitimité. En effet, il n'est pas toujours aisé de se faire entendre au sein d'un projet de maraichage, et lorsque la personne est une jeune femme, l'exercice peut s'avérer d'autant plus fastidieux. L'obtention d'un diplôme attestant des connaissances est alors vue comme un moyen de rééquilibrer la balance, de faire en sorte que leur voix pèse plus lourd dans certains débats.

Il n'existe pas de lieu spécifiquement dédié au partage de ces connaissances. Néanmoins, des moments d'échanges sont organisés de manière ponctuelle, par les maraichères elles-mêmes ou par des organismes comme la 'Fédération bruxelloise des professionnels de l'agriculture urbaine', le réseau 'Landwijzer'<sup>10</sup>, etc. Ces moments se sont cependant fait plus rares ces dernières années suite à la crise de la Covid 19. Les femmes sont nombreuses à ces rencontres car elles représentent une

---

<sup>10</sup> Centre de formation en agriculture biologique et dynamique

proportion importante des travailleurs et travailleuses agricoles de la Région de Bruxelles-Capitale, mais aucun espace spécifiquement non-mixte n'est prévu.

### **B) Des connaissances à transmettre**

Il y a les connaissances que les maraichères acquièrent, sur la pratique de leur métier, mais il y a aussi l'apprentissage qu'elles transmettent, de leurs pratiques envers d'autres personnes qui viennent sur le champ, principalement des bénévoles ou des services citoyens. La main-d'œuvre bénévole fait en effet partie du modèle économique du maraichage urbain (Plateau & al., 2019)<sup>11</sup>. La transmission de leurs savoirs représente dès lors une partie intégrante du métier de maraichère et est, selon la théorie, valorisante pour les femmes.

Sur le terrain, bien que le temps passé avec les bénévoles soit décrit par la plupart comme très agréable, la gestion de cette main d'œuvre peut aussi s'avérer quelque peu compliquée. À ce titre, des maraichères expliquent qu'elles ont déjà eu à faire à des hommes bénévoles ou stagiaires qui supportaient mal de se voir diriger par une femme :

« J'ai eu quelques conflits avec des gens, avec des jeunes hommes aussi, qui ne sont peut-être pas habitués d'avoir une femme qui leur donne des instructions. » (Entretien avec la maraichère B).

« Pour le moment, quand on a choisi les stagiaires, on dit toujours qu'ils doivent se rendre compte que c'est très féminin. On les prévient parce que parfois il y a des hommes qui ont un problème quand c'est des femmes qui donnent des ordres. » (Entretien avec la maraichère F).

Lorsque des visites sont organisées sur le champ, pour des groupes scolaires ou des événements d'entreprises par exemple, une des maraichères trouve que sa présentation du champ et de ses pratiques sera souvent remise en question par des hommes du groupe, ou que ceux-ci interviendront pour exposer leurs propres connaissances du sujet. Selon elle, cette pratique s'observe majoritairement chez les hommes.

En conclusion de ce point, si la transmission de connaissances permet d'une certaine manière de valoriser les femmes comme détentrices de savoir, elle crée également des situations de sexisme. La présence d'homme sur le champ peut constituer un défi et induit le risque de perpétuer des logiques sexistes genrées.

---

<sup>11</sup> Les auteur·es de l'article comptent en moyenne 19 heures par semaines de travail bénévole par projet maraicher.

#### **4.1.4. Le patron est une patronne**

Plusieurs maraichères expliquent également que lorsqu'un homme bénévole est sur le chantier, il sera facilement pris pour le dirigeant du projet, que ce soit par d'autres bénévoles qui iront naturellement lui poser une question ou par des visiteur·trices ou client·es sur le champ :

« Il y avait un bénévole qui était un mec - adorable au demeurant - mais qui a quand même des réflexes. Et puis comme il était plus vieux, souvent les nouveaux qui débarquaient allaient lui poser des questions à lui comme si c'était lui le boss, et il avait tendance à prendre cette place-là. Ou quand on me posait une question à moi en tant que maraichère, il répondait à ma place par exemple. » (Entretien avec la maraichère D),

« Ça arrive qu'on soit là avec un stagiaire et que quelqu'un arrive et s'adresse directement au stagiaire » (Entretien avec la maraichère F).

Ces phénomènes, parmi d'autres, ont été dénoncés récemment par cinq agricultrices dans une bande-dessinée intitulée « Il est où le patron ? » (Bénézit & Les paysannes en polaire, 2021), pour reprendre cette question si souvent entendue par les agricultrices, venant d'hommes s'attendant à parler à d'autres hommes. Dans ce livre, les cinq agricultrices racontent des épisodes de sexisme ordinaire faisant partie de leur quotidien dans le monde agricole. Cette bande-dessinée nous a été mentionnée à de nombreuses reprises lors de nos rencontres, comme un livre auquel les maraichères ont pu facilement s'identifier. La BD se lit vite et facilement et correspond donc aux contraintes de temps et d'énergie des maraichères. Elle leur montre qu'elles sont plusieurs à vivre les mêmes situations et que celles-ci ne sont pas normales. Ce genre d'initiative nous semble donc primordiale.

Les maraichères abordent également un autre aspect de la présence des bénévoles qui est selon elles trop souvent oublié, ce qu'une d'elle appelle la « *Champ Therapy* ».

#### **4.1.5. Thérapie champêtre**

Le terme de « *Champ Therapy* » a pour but de mettre en évidence que la grande majorité des bénévoles sont présent·es sur le champ « en thérapie ». Iels ont fait ou sortent d'un *burnout* ou d'une dépression, se sont fait viré·es de leur job ou sont à la recherche de sens,... Iels viennent passer quelques heures sur le champ, en plein air, pour donner un coup de main et cela semble leur faire du bien. Ce travail social d'accueil et de prise en charge requiert des compétences supplémentaires de la part des maraichères, sans pour autant que cet aspect du métier soit reconnu :

« En fait 100% des gens qui viennent faire du bénévolat sont dépressifs, et ça demande aussi du coup un travail de *care* qui est bien réel mais qui n'est pas reconnu comme tel. C'est-à-dire que nous on vend des légumes dans la tête des institutions, on a intérêt à être rentable, sauf qu'il y a un énorme travail à côté de soin, d'accueil,... qui n'est pas considéré comme tel quoi, et qui est utile à toute la société. » (Entretien avec la maraichère D).

Cette partie du travail, bien que peu connue et non-reconnue, peut être considérée comme valorisante pour les maraichères, de par le bien-être qu'en tirent les travailleur·euses bénévoles :

« Moi je suis super passionnée, j'adore mon boulot, et donc ça me fatigue parfois beaucoup de devoir motiver d'autres gens, mais d'un autre côté ça me donne de l'énergie s'ils sont motivés [...]. C'est très positif pour les gens qui ont des problèmes, un burnout, ou... Donc ça donne quand même beaucoup d'énergie. » (Entretien avec la maraichère B).

Cet aspect du travail maraicher fait donc partie du problème de non-reconnaissance lié au travail des femmes.

#### ***4.1.6. Décisions : des voix entendues et écoutées ?***

Un problème typique faisant obstacle à des relations plus égalitaires est aussi le poids minime que représente habituellement les femmes dans les organes décisionnels. Un accès à ceux-ci ainsi que la garantie d'être écoutées et entendues doit permettre d'améliorer cela. Comment cela se passe-t-il sur les champs visités en Région de Bruxelles-Capitale ?

Une distinction s'impose ici entre les plus petites structures, dans lesquelles les maraichères gèrent seules ou avec une autre personne le projet, et les plus grandes, généralement sous forme de collectifs. Si dans les premières il semble assez évident de décider seule ou de se mettre d'accord à deux ou trois, l'exercice est bien différent dès que l'on dépasse ce nombre. Car bien que sur papier l'ambition soit que chacun·e ait une voix égale dans les processus décisionnels, des hiérarchies semblent toujours s'imposer, qu'elles soient dues à l'ancienneté, à la personnalité ou au genre :

« Même en réunion tu vois, en tant qu'homme t'es plus sûr de toi quand tu présentes tes trucs, t'es plus suivi, et je trouve ça dommage qu'en tant que femme on doive se 'masculiniser' pour prendre plus de place, mais je crois que c'est nécessaire aussi. C'est pas que les hommes qui prennent trop de place, c'est aussi nous qui avons appris à ne pas en prendre, à s'écraser. Nous on doit aussi déconstruire le fait que peut-être on va dire une connerie, qu'on va trop parler, que peut-être on prend trop de place, que peut-être on est pas assez expérimentée, c'est mille questions qu'eux ne se posent pas en fait. » (Entretien avec la maraichère C).

Un des champs visité fonctionne pour ses décisions par mandat : chaque année, des rôles sont distribués parmi les travailleurs et travailleuses et la personne mandatée devient alors responsable

des décisions à prendre dans le domaine qui lui a été attribué. Ce genre de mécanisme peut permettre aux femmes de ne pas devoir lutter pour se faire entendre lors de la prise de décisions.

Dans les autres champs, aucun fonctionnement particulier visant à assurer que les femmes puissent se faire autant entendre que les hommes et que leurs voix pèsent au moins autant dans la balance n'est mis en place, malgré leur socialisation différenciée dont parle la maraichère C.

#### ***4.1.7. Vie privée, vie professionnelle : choisir c'est renoncer***

Comme mentionné dans la partie théorique, le fait que le travail domestique et le travail professionnel soient considérés comme deux sphères séparées oblige les femmes à décider de renoncer soit à une carrière professionnelle émancipatrice, soit à des projets familiaux qui feraient alors obstacles à cette carrière (Messant & al., 2008, p.10). Ce modèle semble être poussé à l'extrême dans le cas du métier de maraichère. En effet, le travail est exigeant et requiert une présence sur le champ quasi permanente, week-ends et étés compris. Selon que le projet soit mené de manière collective ou indépendante, le nombre d'heures prestées varie mais reste dans tous les cas conséquent et pas nécessairement combinable avec une vie de famille. Parmi les maraichères interrogées, plusieurs jugent que leur travail tel qu'il est actuellement n'est pas compatible avec une vie de couple, et encore moins avec une vie de famille : « Oui oui [j'arrive à combiner travail et vie privée]. Après je suis célibataire, donc c'est sûr que si j'avais un copain en plus ça ferait beaucoup. » (Entretien avec la maraichère C).

Seule une des maraichères rencontrée est maman, situation qui selon ses mots n'est « pas facile mais possible » (Entretien avec la maraichère F). Comme la majorité des femmes, quel que soit le métier exercé, elle effectue donc une double journée : une première au champ et une seconde à la maison. Le travail domestique est très inégalement partagé et reste en majorité à la charge des femmes, même lorsque celles-ci travaillent à temps plein.

« Quand j'ai travaillé sur des fermes, il y avait toujours la femme qui faisait le ménage et après une journée de dix heures l'homme rentre à la maison et il y a à manger sur la table, il peut mettre les pieds en l'air et ouf c'est bien. Moi je rentre, je fais à manger, je révise avec les enfants pour les examens et des trucs comme ça. Donc c'est plus les agriculteurs qui pleurent parfois mais ils sont vraiment, allez... En tout cas ce que j'ai vu pendant mes stages aussi, pendant mes études, ils rentrent et ils doivent plus rien faire, ils font pas le ménage. » (Entretien avec la maraichère F).

Les autres maraichères sont bien conscientes de la difficulté de combiner le fait d'avoir des enfants et de rester active comme elles le sont sur le champ. Elles ont dans leur entourage des exemples de femmes qui ont dû arrêter suite à une naissance :

« J'ai une amie qui était enceinte qui ne s'est quasiment pas arrêtée puis venait bosser avec le petit bébé sur le dos. J'étais super impressionnée. Mais depuis elle a arrêté, c'était peut-être un peu *too much* » (Entretien avec la maraichère A).

Pour l'une d'elles qui souhaiterait avoir des enfants, cette condition est source d'inquiétude :

« Je n'ai pas d'enfants heureusement, sinon je devrais encore... Ça c'est quand même un grand défi. J'ai un peu peur pour ça, parce que maintenant je travaille vraiment beaucoup et ça va encore, mais je vois pas comment je ferais avec des enfants, même si je les voulais bientôt [...] donc j'espère un peu que mon copain va commencer à travailler moins. Mais oui, je vois pas très bien. Aussi en hiver, très bien si j'accouche, si j'ai le bébé en hiver c'est parfait, mais en saison c'est... [...] alors qu'on sait pas exactement calculer donc... Ça me donne un peu de stress quand même. » (Entretien avec la maraichère B).

Pour qu'un travail soit accessible aux femmes, notre partie théorique sommait que celui-ci soit combinable avec les tâches de la vie familiale, restant principalement à la charge des femmes. Ce n'est visiblement pas le cas ici puisqu'avoir un·e partenaire et/ou des enfants semble incompatible avec leur travail actuel pour plusieurs d'entre elles. Pourtant il existe toujours aujourd'hui une forte « injonction à la maternité » et une pression sociale diffuse entourant le fait d'être maman se trouve partout dans la société. Les femmes qui n'ont pas d'enfants, que ce soit par choix ou par difficulté à procréer, sont dès lors exposées à des coûts « physiques, psychologiques et symboliques » et peuvent se trouver marginalisées (Debest & Hertzog, 2017, p.31). Que le métier de maraichère ne soit que peu ou pas compatible avec une vie de famille implique donc des conséquences importantes pour la vie de celles qui choisissent cette profession, et peut constituer un motif d'arrêt ou de blocage pour d'autres.

#### ***4.1.8. Un modèle économiquement accessible ?***

Le modèle économique de l'agroécologie est considéré comme davantage accessible en général, et aux femmes en particulier, car représentant moins de risques financiers et étant moins coûteux que d'autres modes d'agriculture.

Il est vrai que l'agroécologie est souvent pratiquée sur des petites surfaces et nécessite moins de grosses machines que d'autres modes de culture. La sobriété dans l'utilisation des ressources (eau, électricité, intrants chimiques,...) permet également de cultiver à moindre prix. Mais il faut

également un terrain. Or le prix des terres agricoles en Belgique est en constante augmentation depuis plusieurs années. En septembre 2021, le prix moyen d'un hectare de terre agricole en Belgique était de 53.760 euros, soit 10,3% de plus que six mois plus tôt (Notaire.be, *Le prix moyen des terres agricoles en hausse en Belgique*, 8 septembre 2021). Plusieurs aides sont mises en place pour faciliter l'installation de nouvelles maraichères. C'est le cas notamment de l'association Graines de Paysans qui met à disposition des espaces tests agricoles comprenant un terrain, des outils et un accompagnement. Le mouvement Terre-en-vue a également pour objectif de faciliter l'accès à la terre aux agriculteurs·trices. Il est également possible de recevoir des subsides de différents organismes, comme le programme GoodFood à Bruxelles. Cependant, même avec ces différentes aides financières, le métier reste très peu payé, et cela encore plus au regard des nombreuses compétences requises à l'exercice du métier. En effet, comme nous avons déjà pu le comprendre à ce stade, le métier de maraichère va bien au-delà de la mission de faire pousser des légumes : il nécessite quelques compétences sociales, de vente et tenue des comptes, de communication marketing, d'ingénierie de manière à installer un système d'irrigation, *etc.* L'amplitude de ces qualifications est loin d'être reflétée dans le salaire des maraichères. Le nombre d'heures prestées n'y est pas reflété non plus. Pourtant, la valorisation d'un travail passe par une reconnaissance économique de celui-ci : le salaire doit être considéré à hauteur du travail. De plus, dans notre partie théorique, nous voyions que le salaire est pensé pour refléter les qualifications nécessaires à l'exercice du métier, et que la définition d'une qualification se fait au niveau sociétal, illustrant les rapports sociaux de genre et de classe en vigueur. Cela confirme l'idée que le métier n'est pas suffisamment reconnu.

Bien que les maraichères ne fassent pas ce métier dans l'optique de se remplir les poches, le manque de rémunération peut créer des dépendances financières - comme nous l'avons vu dans l'exemple du prêt à la banque, pour lequel le métier de maraichère n'était pas reconnu - et/ou être source d'inquiétude quant à sa situation financière :

« C'était plutôt histoire de se rassurer [que je regardais d'autres offres d'emploi], de voir que je peux gagner ma vie, avec l'histoire de tous les prix qui augmentent, est ce que je peux m'en sortir ? Mais en vrai j'ai pas envie j'aime bien ce que je fais. » (Entretien avec la maraichère A).

Le manque de reconnaissance reflété dans le salaire ainsi que la situation financière délicate que celui-ci peut entraîner ne sont donc pas favorable à une émancipation des femmes maraichères.

## 4.2. La lutte contre le sexisme dans les champs

Comme nous l'ont montré les sections précédentes, le sexisme reste donc présent sur le champ. Les épisodes avec les bénévoles ne voulant pas travailler avec une femme ou prenant facilement la place du *leader* en sont des illustrations, mais pas les seules. D'autres exemples reflètent ce sexisme ordinaire. Lorsque l'une d'elle porte un poids assez lourd, soit un homme accourt le porter pour elle sans qu'elle ne l'ait demandé, soit elle aura droit à une phrase comme « 'Ah mais t'es un homme ou quoi?' » (Entretien avec la maraichère B). Mais encore, lorsque des groupes visitent le champ, certaines ont le ressenti que des hommes voudront exposer leurs connaissances et remettre en cause les manières de faire des maraichères.

La question qui se pose alors est de savoir si ces phénomènes sexistes sont traités, et dans l'affirmative, comment le sont-ils ? Y a-t-il des mécanismes mis en place pour lutter contre le sexisme au sein de ces projets de maraichages ?

### 4.2.1. Des mécanismes anti-sexisme ?

Nous distinguons dans les lieux visités trois types de réponses. Dans le premier cas - qui concerne deux projets - aucun mécanisme n'est explicitement mis en place dans le but de lutter ou de réagir contre des processus ou interactions sexistes. Les maraichères concernées sont néanmoins satisfaites du fonctionnement actuel de leur projet. Ici, la présence d'homme est extrêmement restreinte et cela peut peut-être expliquer la non-mise en place de mécanismes visant à lutter contre les inégalités.

Dans le second cas - qui concerne lui trois champs - des conversations régulières, le plus souvent hebdomadaires, sont mises en place pour aborder différents points dont les questions sexistes peuvent faire partie. Des ateliers thématiques d'éducation permanente peuvent aussi être mis en place et dans ce cas il n'est pas rare que la question du genre ait déjà été traitée au moins une fois.

Enfin, le dernier scénario concerne un champ qui est lui particulièrement attentif aux questions de genre et de sexisme. C'est le champ dirigé par la maraichère D, qui se qualifie de féministe radicale.

Dans celui-ci, différents outils sont mis en place pour s'assurer que le lieu soit le moins patriarcal possible. Dès leur arrivée sur le champ, les personnes qui s'engagent comme bénévoles se voient recevoir un fascicule de bienvenue dans lequel un paragraphe attire l'attention sur la politique de

tolérance zéro envers le sexisme, le racisme, l'homophobie, ou tout autre acte ou propos discriminants. Un mot de code a également été mis en place : si un propos est considéré comme sexiste, le mot de code est utilisé et la personne ayant tenu le propos en question pourra ensuite se renseigner et savoir pourquoi ses paroles ne sont pas convenables. L'objectif est de traiter immédiatement les problèmes qui se posent et de mettre en place une « réaction collective consciente » (Entretien avec la maraichère D) sans laisser le problème se diluer de lui-même.

Hormis dans ce dernier projet, le sexisme et la lutte contre celui-ci ne semblent donc pas faire l'objet d'une attention particulière dans les projets de maraichage étudiés. Pourtant, pour que les phrases sexistes, les hiérarchies et les divisions genrées soient évitées, il est primordial de les identifier et de mettre en place des processus visant à les déconstruire. Nos éléments théoriques préconisent à ce sujet que la question du genre soit traitée explicitement comme un élément composant le projet maraicher, ce qui n'est donc pas le cas ici.

Nos sources théoriques préconisent également la mise en place de lieux en non-mixité, qu'en est-il de cet aspect ?

#### **4.2.2. Rencontre en mixité**

Selon nos sources théoriques citées en introduction, l'émancipation des femmes et la lutte contre les inégalités de genre passent également par l'accès à des espaces non-mixtes et féministes qui permettent aux femmes de se rencontrer et de se forger une identité collective qui facilitera la revendication de leurs droits (Graciele Seibert & *al.*, 2019, p.47).

À Bruxelles, les maraichères se connaissent entre elles pour la plupart, le réseau de maraichage urbain étant de taille modeste. C'est surtout le cas pour les maraichères qui travaillent du côté de Neerpede à Anderlecht, où sont situés de nombreux projets de maraichage, parfois seulement séparés par quelques arbres. Cette proximité facilite l'entraide, les rencontres et les échanges. C'est important car elles peuvent alors constituer des modèles les unes pour les autres, des preuves que les femmes existent dans cette profession et s'en sortent.

Les rencontres - qu'elles soient initiées par les maraichères ou par des organismes comme la Fédération d'agriculture urbaine - ne sont cependant pas organisées de manière récurrente et ne sont pas réservées aux femmes. Il n'existe pas non plus de syndicat ou d'association représentant les intérêts des femmes maraichères à Bruxelles. Ce genre d'organisation professionnel joue pourtant

un rôle clé et permet aux agricultrices « de petites résistances par des regroupements non mixtes » (Lemarchant & Seiller, 2021, p.29), qui permettent à leur tour la « remise en cause de la domination masculine (dans la famille comme dans le travail) et des espaces d'activité et de circulation » (Lemarchant & Seiller, 2021, p.29).

C'est néanmoins le cas en Wallonie, où l'Union des Agricultrices Wallonnes, une branche du syndicat Fédération wallonne de l'agriculture, se donne pour objectif « d'assurer la promotion et la défense des intérêts des agricultrices et des femmes vivant en milieu rural par une animation et une formation continue » (*Union des Agricultrices Wallonnes*, s.d.).

#### ***4.2.3. Militantisme et féminisme sur le champ***

Un moment en revanche qui a pour but de réunir les femmes et auquel quasiment toutes les maraichères interrogées ont déjà participé au moins une fois est le rassemblement du 8 mars, journée internationale des droits des femmes. Un bloc représentant les intérêts des femmes dans le milieu agricole est organisé pour l'occasion par la « Brigades d'Actions Paysannes », « un réseau citoyen d'appui à l'agriculture paysanne et au mouvement pour la souveraineté alimentaire » (*Brigades d'Action Paysannes*, s.d.). Ce jour-là alors, les femmes, même celles qui lors de l'entretien se disent non-féministes et/ou non-militantes, se retrouvent pour marcher ensemble. La revendication principale concerne le manque de reconnaissance des femmes dans les milieux agricoles, alors que celles-ci jouent un rôle indispensable dans tout le système alimentaire. Si ces moments représentent de bons souvenirs pour les maraichères, y participer chaque année peut être compliqué de par leur charge de travail très importante. Deux d'entre elles pensent d'ailleurs qu'avec plus de temps et d'énergie, elles y participeraient davantage et se renseigneraient sur ces sujets. Dans l'agriculture conventionnelle, c'est ce même manque de temps qui a été identifié comme une des causes du sous-investissement des femmes dans les organes de décisions et les syndicats (Sang-Sang, 2022, p.51).

Mais le militantisme féministe, s'il est particulièrement bien illustré une fois par an lors de cette démonstration, est surtout une lutte quotidienne. D'une part, l'activisme a lieu avec les autres membres du champ :

« Dans la pratique du maraichage, le féminisme il vient surtout dans les interactions, dans les rapports humains au sein du groupe quoi, comment on fait en sorte de ne pas se faire écraser, d'arriver à se faire entendre dans ce qu'on sait et ce qu'on connaît, de sortir des schémas qu'on a nous-même intégrés et de faire attention. » (Entretien avec la maraichère D),  
« Faire chier les membres de l'équipe hommes pour qu'ils se déconstruisent aussi, ça je le fais. » (Entretien avec la maraichère C).

D'autre part, le simple fait d'exercer le métier peut déjà être considéré comme militant : « juste le fait d'exister là-dedans et de dire que tu existes c'est déjà un parti pris, déjà quelque chose quoi. » (Entretien avec la maraichère D).

Pour Constance Rimlinger (2019) qui étudie les « terres de femmes »<sup>12</sup> en France, faire le choix d'un retour à la terre est déjà en soi un acte politique. Les femmes qui choisissent ce mode de vie proposent, en créant ou en joignant un projet agricole, une alternative à un système qui ne leur convient pas. Cela s'illustre bien dans nos entretiens : plusieurs maraichères soulignent les aberrations de l'agriculture intensive, notre déconnexion à la nature et à notre nourriture, et se donnent pour objectif de proposer des changements.

### **4.3. Le choix de l'agroécologie : un vecteur de changement**

L'agroécologie semble particulièrement attirer les femmes. C'est du moins ce que pensent les maraichères interrogées qui ont toutes le sentiment qu'un nombre important de femmes sont actives dans les projets agroécologiques, davantage selon elles que dans d'autres modes d'agriculture plus conventionnels<sup>13</sup>. Plusieurs d'entre elles expliquent cela par l'importance accordée à la durabilité et au respect de l'environnement dans l'agroécologie, qui attirerait davantage les femmes. En effet, pour les maraichères interrogées, travailler avec des pratiques respectueuses de la terre était ou est devenu un indispensable et représente une part importante de leur motivation et de la valorisation qu'elles tirent de leur métier :

---

<sup>12</sup> Aussi appelées « terres lesbiennes », ou « *Women's Land* » en anglais, ces termes désignent des espaces agricoles non-mixtes.

<sup>13</sup> Nous ne disposons pas des chiffres nous permettant de vérifier ce ressenti. Il serait pourtant intéressant de savoir si les femmes sont réellement plus nombreuses proportionnellement en agroécologie qu'en agriculture familiale par exemple, ou si cela s'explique par une différence de visibilité.

« C'est horriblement déprimant de faire un boulot que tu sais destructeur, c'est pas ok. Quitte à faire un boulot qui fait pas sens autant que ce soit un truc mieux payé et moins fatiguant [...]. Non ça fait vraiment partie de ce qui fait que c'est chouette. Tu sais que tu viens et que l'action que tu vas avoir ne va pas être néfaste dans le pire des cas, et dans le meilleur des cas elle aide la biodiversité. Donc c'est valorisant vis-à-vis de toi même d'une certaine manière, de te dire justement que tu fais quelque chose qui aide la nature. » (Entretien avec la maraichère D).

Cela représente un mode de culture qui est à la fois beaucoup plus dur pour le corps, mais aussi plus respectueux de celui-ci et de leur santé mentale. L'agroécologie est pour elles une réponse à « l'aberration du système conventionnel » (Entretien avec la maraichère A), une utilisation réfléchie et minime des ressources, une reconnexion au vivant, le respect de la biodiversité et la production d'aliments sains et savoureux.

L'agroécologie permet donc de repenser notre relation à la terre et à l'alimentation, mais pas uniquement. Pour une des maraichères, c'est également un moyen de questionner les normes sociétales, en proposant une pratique « marginale et novatrice » (Entretien avec la maraichère D), qui permet dans la lancée de questionner et repenser les normes patriarcales.

Nous constatons également sur les champs visités, à l'instar de Constance Rimlinger (2019, p.98) sur ses terrains en terres de femmes, une « critique de l'organisation du travail et le souhait de réinventer ce dernier ». Notamment, une des maraichères rencontrées explique le nombre important de bénévoles sur le champ par le fait que ce lieu propose une autre organisation du travail :

« La grande majorité s'en fout total [de cultiver des légumes] [...] c'est juste quelque chose qui leur fait du bien. Et c'est là qu'on se dit quand même qu'on vit dans un monde bien *fucked up* parce que les gens juste ça leur fait du bien de venir bosser gratos quelque part juste parce que c'est un boulot qui n'est pas psychologiquement aliénant, qui te bouffe pas le moral. Juste ça c'est déjà quelque chose. » (Entretien avec la maraichère D).

Les maraichères rencontrées proposent une organisation du travail très différente, où les tâches sont divisées selon les envies de chacun·e, où le travail reproductif (faire à manger à midi par exemple) est mis à la même hauteur que le travail productif, *etc.* La fin de cette distinction au sein des projets agroécologiques nous semble déjà être un grand pas, puisque autant pour les écoféministes que pour les féministes matérialistes cette séparation est vue comme une source de domination.

Nous retrouvons ici ce que le féminisme matérialiste affirmait dans notre partie théorique : le travail est un vecteur de changement et doit permettre de se libérer de l'oppression des rapports de genre. Bien-sûr, comme nous l'avons vu au cours de ce travail, le sexisme est toujours présent sur le champ et le processus est donc loin d'être terminé.

Plusieurs maraichères soulignent que l'agroécologie, aussi prometteuse en termes de changement soit-elle, reste (actuellement) soumise aux logiques capitalistes. Les acheteur·euses restent des client·es et les relations, bien que valorisantes pour les maraichères, restent gouvernées par une logique capitaliste :

« C'est assez compliqué parce qu'il y a une mentalité très capitaliste qui consiste à considérer qu'à partir du moment où t'as de l'argent t'es en droit d'exiger quelque chose, et que donc il y a un rapport de pouvoir qui est pas très sain je trouve, entre qui possède l'argent et qui en possède pas » (Entretien avec la maraichère D).

Certaines maraichères soulignent que cette logique capitaliste se traduit également dans l'envie de plusieurs projets d'être en constante croissance, en augmentant toujours les ventes et les revenus.

L'écoféminisme tel que nous l'avons étudié dans notre partie théorique est pourtant convaincu de la nécessité d'abolir le capitalisme pour supprimer les relations d'oppression des hommes envers les femmes et la terre. Le défi reste donc majeur pour l'agroécologie.

## 5. Agroécologie et relations de genre, en pratique

Reprenons les six niveaux d'actions de l'agroécologie sur la condition des femmes, tels que listés dans notre introduction :

- *L'agroécologie remet en cause la structure patriarcale au sein du noyau familial en offrant aux femmes un travail varié nécessitant différentes formes de savoirs.*

Le travail effectué par les maraichères est effectivement très varié et cette diversité des tâches fait partie de ce qu'elles apprécient particulièrement dans leur métier. Cela nécessite de nombreuses compétences. Déterminer en revanche si celui-ci modifie la structure patriarcale au sein de la famille est plus compliqué, mais ne semble pas réellement être le cas. La maraichère que nous avons rencontré qui a fondé sa famille reste en charge d'une majorité des tâches domestiques et son métier n'a pas immédiatement été reconnu par son entourage familial.

- *En étant basé sur des échanges de connaissances entre agriculteur-trices, l'agroécologie nécessite des espaces qui les permettent, notamment des espaces de non-mixité, et qui dans la lignée permettent de créer une cohésion sociale.*

Des échanges de connaissances ont effectivement lieu, que ce soit par des formations, des stages, entre collègues,... Les rencontres avec d'autres personnes du métier sont importantes pour les maraichères et sont organisées par les maraichères elles-mêmes et par certaines organisations. Les maraichères se connaissent pour la plupart entre elles et s'entraident quand nécessaire. Cependant, aucun espace non-mixte n'est consacré à la rencontre des maraichères ou au partage de connaissances.

- *Le modèle économique de l'agroécologie est davantage accessible aux femmes, représentant moins de risques financiers et étant peu coûteux.*

L'agroécologie se pratique généralement sur des plus petites surfaces que l'agriculture conventionnelle et les outils nécessaires sont moins coûteux. Néanmoins, à plus de 50.000€ l'hectare de terre agricole, parler d'une profession « accessible » semble quelque peu exagéré. Des aides et subsides sont disponibles mais ont souvent une durée limitée dans le temps. Le salaire tiré de la vente de légume reste très faible et ne permet pas toujours une indépendance financière, pourtant indispensable à l'émancipation des femmes.

- *Alors que les femmes sont les plus impactées par les problèmes de santé liés à l'usage de pesticides et autres intrants chimiques, l'agroécologie en bannissant ces produits leur offre de meilleures conditions sanitaires.*

Cultiver d'une manière harmonieuse avec la terre, en respectant la biodiversité et en utilisant le moins de ressources possible est un élément très important du métier pour les maraichères qui le pratiquent. Pour elles, ce mode de production est en effet bien plus sain pour leur corps et leur tête, même si celui-ci peut se montrer plus contraignant.

- *Le savoir ancestral des femmes est mis en avant dans l'agroécologie et les femmes sont valorisées comme détentrices de ce savoir.*

Il n'est pas correct ici de parler de savoir ancestral des femmes puisque les femmes interrogées dans le cadre de ce travail ne sont pas issues de familles agricultrices et leurs connaissances viennent de formations ou d'échanges, principalement avec des hommes. Cependant les femmes sont effectivement détentrices de savoir et partagent celui-ci avec les bénévoles, stagiaires ou collègues sur le champ. Elles se sentent valorisées dans ce travail du *care*, de la transmission de savoir dans ce que nous avons appelé la « *Champ Therapy* ». Mais cette valorisation ne vient que d'elles-mêmes, ce travail n'est pas reconnu en dehors du champ.

- *Enfin, l'agroécologie vise à rendre le travail des femmes plus visible et partagé plus équitablement. Pour cela, les femmes doivent être incluses dans le projet agroécologique dès la conception de celui-ci* (Graciele Seibert & al., 2019, pp. 44-45).

Le partage des tâches est équitable. Le travail des maraichères est visible sur le champ, par les acheteur·euses, les collègues et bénévoles, mais encore trop peu à un niveau sociétal, dans les représentations. Certaines des maraichères interrogées ont monté elles-mêmes leur projet agroécologique et y sont donc évidemment incluses dès sa conception. D'autres projets en revanche ont été rejoints par des femmes seulement par la suite, mais cet élément ne semble pas déterminant de la place que prend la lutte contre le sexisme.

En termes d'opportunité, le maraichage semble être porteur de nombreuses possibilités de rencontres (que ce soit des bénévoles, client·es, ou homologues d'autres champs), de partages et d'apprentissages, qui servent leur vie professionnelle, mais également privée : « C'est plus qu'un boulot. Moi j'ai fait pleins de connaissances et je pense que j'aurais jamais été aussi bien intégrée dans le quartier sans travailler ici. » (Entretien avec la maraichère F).

Si l'on doit dresser un bilan plus général de la lutte contre le sexisme dans le maraichage agroécologique, celui-ci nous paraît donc plutôt mitigé.

Le travail n'est pas reconnu socialement et il est souvent nécessaire pour les maraichères de convaincre leur famille que c'est un réel métier qu'elles exercent. Leur travail est visible pour les personnes qui se rendent sur le champ mais les représentations de femmes maraichères restent rares. Il n'existe pas d'espace non-mixte de rencontre, de partage de connaissance ou de représentation d'intérêts communs. Économiquement, être maraichère n'est pas une situation évidente et nécessite certains sacrifices. Le métier est également difficilement combinable avec une vie de famille. Au sein du champ, les femmes ont leur mot à dire dans les décisions mais aucun mécanisme spécifique n'est mis en place pour s'assurer qu'elles soient autant entendues que leur collègues masculins. Peu d'outils aussi sont mis en place pour contrer les situations de sexisme ordinaire qui ont lieu sur le champ et la question du genre en général n'est que trop peu souvent traitée.

Malgré cela, les maraichères aiment leur métier et s'y épanouissent. Elles se sentent valorisées dans leur interactions avec leurs mangeur·euses et bénévoles. Elles se félicitent de contribuer à la préservation de l'environnement et de proposer un modèle alternatif du travail, qui se veut plus équitable, plus respectueux des personnes et de la planète.

Les maraichères rencontrées dans le cadre de ce travail sont des femmes émancipées, indépendantes, qui pour certaines ont lancé leurs propres projets et pour d'autres sont en train d'y penser, qui poursuivent leurs idéaux,... Mais cela ne fait pas nécessairement de leur lieu de travail des lieux non-sexistes.

Tant qu'aucun outil ne sera explicitement mis en place pour lutter contre les inégalités de genre au travail, il est illusoire de penser que l'agroécologie peut par elle-même y parvenir. Comme nous le disions dans notre partie théorique, le travail peut être un levier de maintien ou de changement de l'ordre de la société. Certains changements sont déjà proposés et permettent de repenser la relation à l'environnement ou au travail, mais trop peu mécanismes pour lutter contre le sexisme sont mis en place. Nous pouvons considérer les lieux visités comme *gender-neutral* pour la plupart, partant du postulat que la situation pour les femmes et les hommes est la même. Pourtant, comme nous l'avons vu, les femmes prennent naturellement moins la parole lors de réunion, elles sont exposées à des situations discriminantes par leurs collègues ou les bénévoles, elles ressentent davantage le besoin de faire leur preuve, *etc.* Tout cela n'est pas ou peu pris en compte dans les lieux visités.

Il en est de même à d'autres niveaux d'organisations. Les syndicats ou associations agricoles ne prennent que trop rarement en compte la question du genre. Vanessa Martin (citée dans Sang-Sang, 2022, p.51), membre du C.A. de la Fugea, un des principaux syndicats agricoles en Belgique, témoignait à ce sujet pour la revue agricole Tchak : « Cette question [du genre] pourrait être transversale à toutes les autres actions menées, mais aujourd'hui, ce n'est pas le cas car il y a d'autres priorités et des dossiers plus 'importants', malheureusement. ».

Au niveau politique non plus les femmes ne sont pas considérées comme une catégorie à part entière et leurs conditions particulières ne sont donc pas prises en compte. Il est nécessaire que les politiques agricoles se saisissent de la question du genre, encore trop peu traitée (Di Masso & al., 2021). De plus, très peu de femmes sont présentes dans les hautes instances de ces syndicats ou à des places de décisions concernant les politiques agricoles. Pourtant, des études révèlent que la présence de femmes dans les instances de décision va de pair avec une augmentation du souci écologique. Il convient alors de se demander si leur présence dans des organes de décisions pourrait permettre l'adoption de politiques plus durables. C'est en tout cas l'hypothèse que fait l'*Institute for European Environmental Policy* (IEEP), un think tank européen en durabilité (Bas-Defossez, 2021).

## 6. Conclusion

Suite aux nombreuses promesses théoriques formulées par diverses organisations à propos du rôle de l'agroécologie dans la lutte contre les inégalités de genre, nous nous sommes posées la question de savoir « Quelle est la place du sexisme et de la lutte contre celui-ci dans les projets d'agroécologie en Région de Bruxelles-Capitale ? ».

Pour y répondre, nous avons créé un cadre théorique basé sur trois courants. Le premier est le courant des *feminist food studies*, qui nous a permis de mettre en avant les nombreuses inégalités de genre qui se jouent autour de l'alimentation, de sa production à sa consommation. Le second courant théorique utilisé est l'écoféminisme. Celui-ci nous a permis de traiter du lien entre femmes et nature, de ce qui les lie et de leur oppression commune par les hommes. Le troisième courant, qui nous offre les clés les plus pertinentes pour notre analyse, est le féminisme matérialiste. Ce courant du féminisme s'intéresse au travail, à la manière dont celui-ci crée et perpétue des inégalités de genre mais également au travail comme levier dans la lutte contre celles-ci.

Notre analyse nous a permis de mettre en avant plusieurs problèmes genrés liés à la conditions des maraichères. Le travail est trop peu reconnu et peu valorisé, socialement et par leur famille. La reconnaissance qu'elles trouvent vient principalement des client·es et de leurs ami·es. Mais surtout, elles ressentent que cette reconnaissance serait différente si elles étaient des hommes. Tout le pan de leur métier qui consiste en un travail de *care* auprès des bénévoles est très peu connu et reconnu. Par contre, les tâches sont divisées selon les intérêts et les besoins, de manière non-genrée. Le travail sur le champ est plutôt visible, mais dans l'espace public les femmes restent sous-représentées. L'apprentissage par et à des hommes peut mener à des difficultés. Dans le premier cas, ceux-ci sont tentés de faire à la place des femmes, sans leur apprendre. Dans le second, ils peuvent ne pas apprécier recevoir des instructions venant d'une femme. En ce qui concerne les processus de décisions, les femmes bénéficient en théorie d'un poids égal à celui des hommes, mais rien n'est explicitement mis en place pour s'en assurer. Le métier de maraichère se concilie très difficilement avec une vie de famille et n'assure pas une aisance financière. Des mécanismes de lutte contre le sexisme sont mis en place dans certains lieux agroécologiques mais restent néanmoins rares. Il n'existe pas de lieu non-mixte qui permette la création d'une identité commune. Le militantisme, s'il est illustré ponctuellement par de grands événements, est avant tout un travail quotidien sur le champ.

Si la lutte contre les inégalités de genre et l'agroécologie sont considérées comme particulièrement aptes à être combinées, les lieux agroécologiques ne sont pas *de facto* féministes et sans outils mis en place pour qu'ils le soient, la lutte contre le sexisme ne trouve pas de place particulière au sein des lieux agroécologiques que nous avons visités. Il est donc nécessaire que de telles mesures soient prises, tant au niveau des politiques, des syndicats et fédérations agricoles, que des lieux eux-mêmes.

Une limite importante de notre étude est que nous ne traitons que des questions de genre, laissant de côté d'autres facteurs d'oppression comme la classe ou la race. Toutes les maraichères interrogées au cours de ce travail sont des femmes blanches. Il serait notamment intéressant d'étudier la situation de personnes racisées, afin de mieux comprendre les discriminations croisées qui peuvent se jouer. Il conviendrait également de se poser la question de l'accès des personnes racisées aux métiers agricoles.

En conclusion, le sexisme est bel et bien présent dans les projets agroécologiques et se manifeste de diverses manières. La lutte contre celui-ci se fait à la marge et n'est que rarement formalisée. Ces résultats peuvent paraître quelque peu décevants, et pourtant nous restons convaincues de l'importance de l'agroécologie comme vecteur de changement, dans la proposition de nouveaux liens au travail et à l'environnement radicalement différents, qui permettraient également de proposer de nouvelles relations de genre. Durant notre étude de terrain, nous avons pu voir un nombre considérable de bénévoles qui viennent travailler gratuitement plusieurs heures par semaine sans rien attendre en retour mais pour le plaisir de passer du temps les mains dans la terre. Nous avons pu voir des maraichères qui travaillent sans compter, en utilisant des méthodes très physiques, pour seulement quelques euros de l'heure. Durant nos visites, nous avons pu partager des repas de midis avec des légumes cueillis le matin même, observer juste après des travailleuses faire la sieste au soleil, et se remettre au boulot dans une ambiance conviviale. Ce sont aussi tous ces éléments qui nous font dire que l'agroécologie propose un modèle alternatif au travail. Dans la lignée des féministes matérialistes, nous pensons que cette autre relation au travail peut être porteuse de nouveaux narratifs et, en s'élargissant, pourrait permettre des relations de genre plus égalitaires.

## 7. Bibliographie

- Acker, J. (1990). Hierarchies, Jobs, Bodies: A Theory of Gendered Organizations. *Gender and Society*, 4(2), 139–158.
- Allen, P. & Sachs, C. (2007). Women and Food Chains: The Gendered Politics of Food. *International Journal of Sociology of Agriculture & Food*, 15(1), 1-23.
- Anderson, C. R., Bruil, J., Chappell, M. J., Kiss, C. & Pimbert, M. P. (2019). From Transition to Domains of Transformation: Getting to Sustainable and Just Food Systems through Agroecology. *Sustainability*, 11(19), 52-72.
- Angeloff, T. & Laufer, J. (2007). Genre et organisations. *Travail, genre et sociétés*, 17(1), 21-25.
- Bas-Defossez, F. (2021, 16 septembre). *What if a sustainable CAP was relying on a more gender-balanced decision-making ?* Institute for European Environmental Policy. Consulté le 17 juin 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://ieep.eu/news/what-if-a-sustainable-cap-was-relying-on-a-more-gender-balanced-decision-making>
- Bénézit, M. & Les paysannes en polaire. (2021). *Il est où le patron ? Chroniques de paysannes*, Marabulles, 176p.
- Bereni, L., Chauvin, S., Jaunait, A. & Revillard, A. (2020). *Introduction aux études sur le genre*. (3e éd.). De Boeck supérieur, coll. Ouvertures politiques, Louvain-La-Neuve, 431p.
- Bidet-Mordrel, A., Galerland, E. & Kergoat, D. (2016). Analyse critique et féminismes matérialistes. Travail, sexualité(s), culture. *Cahiers du Genre*, S4, 5-27.
- Brady, J., Parker, B., Belyea, S. & Power, E. (2018). Filling our plate : A spotlight on feminist food studies. *Canadian Food Studies*, 5(1), 1-7.
- Brigades d'Action Paysannes. (s.d.). *Qui sommes-nous ? Les brigades d'actions paysannes*. Consulté le 3 juin 2022. Disponible l'adresse suivante : <http://www.brigadesactionspaysannes.be>
- Comer, C. (2018). L'égalité professionnelle en agriculture. Un féminisme modéré au service du patronat familial. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 223(3), 58-71.
- Cukier, A. (2016). De la centralité politique du travail : les apports du féminisme matérialiste. *Cahiers du Genre*, S4, 151-173
- Debest, C. & Hertzog, I.-L. (2017). Désir d'enfant - devoir d'enfant. *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 48(2), 29-51.
- Di Masso, M., López-García, D., Clemente-Longás, J. & García-García, V., (2022). Taking food out the private sphere ? Addressing gender relations in urban food policy. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 46(1), 108-132

- FAO. (s.d.) *Plateforme des connaissances sur l'agroécologie*. FAO. Consulté le 10 mars 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fao.org/agroecology/home/fr/>
- Fournier, T., Jarty, J., Lapeyre, N. & Touraille, P. (2015). L'alimentation, arme du genre. *Journal des anthropologues*, 140-141(1), 19-49.
- Federici, S. (2018). Marx and Feminism. *Triple C*, 16(2), 468-475
- Federici, S. (2019). *Le capitalisme patriarcal*. La Fabrique éditions, 190p.
- Galerand, E. & Kergoat, D. (2014). Consubstantialité vs intersectionnalité ? À propos de l'imbrication des rapports sociaux. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 44–61.
- Gandon, A.-L. (2009). L'écoféminisme : une pensée féministe de la nature et de la société. *Recherches féministes*, 22(1), 5–25
- Goodfood.brussels. (s.d.). Bottin des points de vente, restaurants et cantines Good Food, Goodfood.brussels. Consulté le 4 juin 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://goodfood.brussels/fr>
- Graciele Seibert, I., Talat Sayeed, A., Georgieva, Z. & Guerra, A. (2019). Without Feminism there is no Agroecology. *CSM Working Group of Women*, 42-50.
- Grandjean, G. (2014). Guide de la rédaction du mémoire, *Département de science politique*, Université de Liège, 120p.
- Haraway, D. (1988). Situated Knowledges : The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective. *Feminist Studies*, 14(3), 575–599.
- Hearn, J. (2019). Gender, Work and Organization : A gender–work–organization analysis. *Gender, Work & Organization*, 26(1), 31-39.
- Kinney, P. (2017). Walking Interviews. *Social research Update*, University of Surrey, 67, 1-4.
- Lebugle Mojdehi, A. (2018). Stéréotypes de genre et sexisme : principaux registres d'insultes dans les espaces publics. *Cahiers du Genre*, 65, 169-191.
- Lemarchant, C. & Seiller, P. (2021). Agricultrices. *Travail, genre et sociétés*, 45(1), 25-30.
- Lépinard E. & Lieber M. (2020) *Les théories en études de genre*, La Découverte, coll. Repères Sociologie, Paris, 128p.
- Lopes, A. P. & Jomalini, E. (2011). Feminist Perspectives. Towards Transforming Economic Power. *Action Aid Brazil, Association of Women's Rights in Development (AWID)*, Toronto, 19p.
- Messant, F., Martin, H., Roca i Escoda, M., Rosende, M. & Roux, P. (2008). Le travail, outil de libération des femmes ? *Nouvelles Questions Féministes*, 27, 4-10

- Migliorini, P., Bàrberi, P., Bellon, S., Gaifami, T., Gkissakis, V. D., Peeters, A. & Wezel, A. (2020). Controversial topics in agroecology : A European perspective. *International Journal of Agriculture and Natural Resources*, 47(3), 159-173
- Notaire.be. (2021, 8 septembre). *Le prix moyen des terres agricoles en hausse en Belgique*. Notaire.be. Consulté le 15 juin 2022. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.notaire.be/nouveautes/detail/le-prix-moyen-des-terres-agricoles-en-hausse-en-belgique>
- Pfefferkorn, R. (2016). *Genre et rapports sociaux de sexe* (nouvelle ed.). Editions Page 2, 144p.
- Plateau, L., Maughan, N., Pipart, N., Visser, M., Hermesse, J. & Maréchal, K. (2019). La viabilité du maraîchage urbain à l'épreuve de l'installation professionnelle, *Cahier Agricultures*, 28(6), 1-8
- Preiser, R., Mancilla Garcia, M., Hill, L. & Klein, L. (2022). Qualitative content analysis, in Biggs, R., & al., *The Routledge Handbook of Research Methods for Social-Ecological Systems*, Routledge International Handbooks, 270-281.
- Prévost, H., Galgani Silveira Leite Esmeraldo, G. & Guétat-Bernard, H. (2014). Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne. *Pour*, 222(2), 275-284.
- Pruvost, G. (2019). Penser l'écoféminisme. Féminisme de la subsistance et écoféminisme vernaculaire. *Travail, genre et sociétés*, 42(2), 29-47.
- Rieu, A. (2004). Agriculture et rapports sociaux de sexe. La « révolution silencieuse » des femmes en agriculture. *Cahiers du Genre*, 37(2), 115-130.
- Rimlinger, C. (2019). Travailler la terre et déconstruire l'hétérosexisme : expérimentations écoféministes. *Travail, genre et sociétés*, 42(2), 89-107.
- Sang-Sang, W. (2022). Agriculture : elles sont où, les patronnes ?, *Tchak*, n°9
- Stassart, P., Baret, P., Grégoire, J., Hance, T., Mormont, M., Reheul, D. & Visser, M. (2012). Chapitre 1. L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables. In Van Dam D. (éd.), *Agroécologie: Entre pratiques et sciences sociales*. Dijon cedex: Educagri éditions, 25-51
- Tahon M.-B., (2003). *Sociologie des rapports de sexe*, Presses de l'Université d'Ottawa, coll. Le sens social, Ottawa, 169p.
- Union des Agricultrices Wallonnes, (s.d.). *Qui sommes nous ?*, UAW. Consulté le 3 juin 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.uniondesagricultriceswallonnes.be>
- Vuille, M., Malbois, F., Roux, P., Messant, F. & Pannatier, G. (2009). Comprendre le genre pour mieux le défaire. *Nouvelles Questions Féministes*, 28(3), 4-15.

## 8. Annexe

### Guide d'entretien type :

1. Pouvez-vous vous présenter en quelques mots, qui vous êtes, depuis combien de temps vous exercer ce métier, comment vous êtes arrivée ici ?
2. Est-ce que travailler ici est votre activité principale ? Quelles autres pratiques sont importantes pour vous dans votre quotidien, et avec qui pratiquez-vous ces activités ?
3. À quoi ressemble votre journée type ?
4. Comment avez-vous acquis le savoir nécessaire à la réalisation de vos tâches ? Quelles personnes ou associations ont été importantes à ce niveau ?
5. Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans ce travail et qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
6. Vous êtes x femme(s) et x homme(s) à travailler ici c'est bien ça ? Est-ce que c'était une volonté, ou est-ce que ça s'est fait en fonction des candidatures que vous aviez reçues ?
7. Comment fonctionne la gestion quotidienne entre vous ? Et s'il y a une décision plus importante à prendre ? Qui a le dernier mot s'il faut trancher et pourquoi ?
8. Qui est le/la responsable ? Est-ce cette personne qui représente officiellement (nom du projet), auprès d'autres acteurs ?
9. Comment se combine votre travail ici et votre vie privée ?
10. Vous sentez-vous reconnue dans votre travail comme maraichère ? Valorisée ? D'une part reconnue par les clients, plutôt dans un aspect sociétal, et d'autres part par votre entourage ? Et est-ce que vous pensez que cette reconnaissance (ou absence de reconnaissance) est liée au fait d'être une femme ? Est-ce que vous pensez que les femmes sont perçues différemment par les collègues, clients, formateurs,...?
11. Vous arrive-t-il de rencontrer d'autres travailleuses du domaine ? D'autres agricultrices ?
12. Percevez-vous une évolution du nombre de femmes dans le métier ?
13. Et du nombres de femmes qui choisissent l'agroécologie sans avoir de liens familiaux avec l'agriculture ?
14. Pourquoi ce choix de travailler dans le domaine de l'agriculture ? Qu'est-ce qui vous motive dans ce métier ? Qu'est-ce qui vous a décidé à vous lancer ? Et qu'est-ce que cela vous apporte au quotidien, en termes de connaissances, de rencontres, d'opportunités ?

15. Referiez-vous le choix de vous lancer aujourd'hui ? Est-ce que vous avez déjà envisagé de laisser tomber ?
16. Qu'est-ce qui a motivé votre choix pour l'agroécologie, pour un type d'agriculture respectueux de l'environnement ?
17. Connaissez-vous des associations de femmes - voire féministes - de soutien aux maraichères ?  
Qu'est-ce que vous en pensez ?
18. Vous qualifieriez-vous de féministe ? Quels aspects vous parlent dans ce mouvement ?